

CHAUMAN



Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît
chaque
Vendredi
10 pages

RIEN DE CHANGÉ DEPUIS SHAKESPEARE!

Ils ont du sang aux mains

Les banquiers anglais visitent leur plus proche dominion, pendant que le grand patronat licencie massivement et que Daladier congédie le parlement.



Ainsi que nous le laissons prévoir, Daladier vient de mettre le Parlement en vacances. Renouvelant le geste de Laval, le Président du Conseil intervient en pleine discussion, sort de sa poche le décret de clôture et congédie ignominieusement les députés.

Jusques à quand ces vacances ? 15 juillet, disent les uns pour se justifier, octobre ou novembre, répondent les autres plus réalistes. Jusqu'au moment où Daladier aura besoin d'eux pour conserver à son gouvernement bonapartiste, issu du Front Populaire, l'apparence d'une démocratie bourgeoise, répondrons-nous.

Le tapage fait à cette occasion par les députés socialistes et stalinien, leur refus de signer le procès-verbal n'est que tartufferie hypocrite pour « sauver la face » devant les prolos. Ils n'ignoraient pas l'imminence de ce renvoi au vert : N'est-ce pas Hénaff qui conseillait le calme lors d'une réunion de syndiqués parce que « la menace de clôture pesait sur les élus » ? Tartufferie encore les déclamations sur la retraite des vieux et le traitement des fonctionnaires... Tartufferie toujours les grandiloquentes affirmations d'unité du Front populaire et de fraternité socialiste et stalinienne !

Les élus du Front populaire partent en vacances en laissant au radical Daladier le soin de parachever, à coups de décrets-lois leur œuvre législative de répression, de trahison, de misère et de guerre. Ils partent en laissant les masses travailleuses qu'ils ont trompées se débattre devant l'offensive patronale, les congédiements et la vie chère.

Ils partent après avoir voté à l'unanimité 34 millions de dépenses pour recevoir le couple royal d'Angleterre, livrer Paris aux forces policières conjuguées de France et d'Angleterre, traquer révolutionnaires et travailleurs immigrés dont la présence est incompatible avec le séjour des représentants de l'impérialisme britannique, cette coalition policière n'étant que la manifestation extérieure d'une collaboration militaire laissant aux travailleurs dans la misère de larges perspectives de gueules cassées, de jets de bombes et d'émissions de gaz...

Et déjà la propagande fasciste exploite la réaction élémentaire des masses et souffle à ces dernières : Qu'ils partent et ne reviennent plus !

La mise en congé du Parlement devant les dangers de la situation intérieure et extérieure est une trahison de plus à l'actif

de ceux que les masses populaires avaient élus pour les représenter au Parlement. Nonobstant cette illusion des masses et les trahisons de leurs élus, les travailleurs doivent aujourd'hui les placer à nouveau devant leurs responsabilités.

Vous qui lutez chaque jour contre le fascisme, l'offensive patronale et la vie chère, vous qui déjà jetez dans la vieille C.G.T. les bases d'une opposition syndicale

révolutionnaire, intensifiez votre action ; étayez-la solidement de comités d'ouvriers et de paysans pauvres, à l'usine et au village, signifiez de façon massive et énergique à vos élus votre volonté de les voir rester au poste où vous les avez placés. Ils sont au Parlement, qu'ils y restent : La lutte des classes ne comporte ni trêve, ni pause, ni congés payés. Le mot d'ordre des travailleurs à leurs députés est : Siégez !

Instructions pour un cortège

ETAIT-CE pour prélever 34 millions de francs sur le budget et les offrir au roi d'Angleterre que les masses travailleuses ont envoyé au Parlement une majorité Front populaire ?

Sur ce vote, ainsi que sur le séjour même que vont faire en France les souverains britanniques, « Populaire » et « Humanité » gardent un silence prudent. Le temps est loin où « l'Huma », passant outre aux injonctions de la censure, stigmatisait le czar sanglant de toutes les Russies, alors que l'alliance franco-russe préludait au massacre impérialiste de 1914 !

Il est loin le temps où le Parti communiste, malgré Chiappe et ses policiers, râflait dans les bazars tous les sifflets à roulettes et faisait conspirer par les travailleurs en pleins Champs-Élysées, le cortège militaire-fasciste du dictateur espagnol Primo de Rivera.

Tout, au contraire, est mis en œuvre aujourd'hui pour revêtir les sentiments réels que les travailleurs français peuvent éprouver à l'égard de Leurs Gracieuses Majestés d'une apparence de débordante sympathie. Il s'agit de cimenter protocolairement les prémisses de la collaboration militaire de l'impérialisme franco-britannique. Pour justifier la confiance des banquiers de la Cité, il faut montrer au couple royal qu'ils ont délégué, un prolétariat maté, assagi, tenu en laisse. « Fais le beau, peuple de Paris, et montre à ces Messieurs-Dames que tu n'es pas si méchant que tu le parais ! »

Ce n'est pas trop de 34 millions pour donner à tous les André de Fouquières du protocole les moyens de réaliser quelques chienlits rétrospectives et historiques, à la presse et aux cinémas ceux de projeter une imagerie populaire, bénigne et édulcorée. Ce n'est pas assez de 34 millions pour permettre à la conjonction des Guépéou, des

Deuxième Bureau et des « Intelligence Service » une « épuration » rationnelle et systématique de Paris.

En élevant la journée impérialiste franco-britannique à la dignité de jour férié, — (on fera des heures supplémentaires pour rattraper cela !) — Sarraut a trouvé le moyen d'écarter du couple les masses travailleuses, les prolos trahis, les fonctionnaires déçus. La répression du Front populaire fera le reste quant aux chômeurs, aux révolutionnaires, aux immigrés.

Paris sera livré aux policiers. Puisque la trahison des directions socialistes, staliniennes et cégétistes ne permettent pas aux travailleurs français de manifester leur haine de classe contre l'impérialisme franco-britannique et contre la guerre ; puisque cette trahison rend impossible à Paris toute contre-manifestation publique de solidarité envers les exploités des colonies françaises et des Dominions britanniques, puisqu'on impose au pavé des Communistes la présence d'un roi souillé du sang encore frais des travailleurs de la Jamaïque, ne tombez pas dans les traquenards policiers, faites le vide autour du cortège, laissez le roi et la reine d'Angleterre devant un horizon de gardes municipaux, de gardes mobiles et d'inspecteurs de police.

Le Paris ouvrier aura un jour sa revanche.

SOLIDARITÉ Révolutionnaire
par le
« **Fonds de Secours Rouge !** »

Roi d'Angleterre et délégué de l'impérialisme britannique

UNE récente information nous apprend qu'à Georgetown, dans la Guyane britannique, le Congrès des organisations ouvrières des Indes occidentales a manifesté unanimement sa solidarité avec les grévistes de la Jamaïque.

Sur les sentiments réels qui unissent les sujets de l'Empire britannique à leurs souverains, cette laconique information en dit plus long que les articles dythirambiques de la grande presse française.

Celle-ci est actuellement orchestrée pour créer une ambiance de sympathie autour des souverains britanniques, et les représenter comme d'idylliques pasteurs de peuples assurant la cohésion d'une des plus grandes démocraties d'Europe et s'abandonnant à chaque week-end aux saines joies de l'intimité. « Paris-Soir », entre autres offre à ses lecteurs — on sait que ceux-ci ne sont pas difficiles et préfèrent la quantité à la qualité — une imagerie populaire retraçant les épisodes de l'histoire d'Angleterre. Celle-ci abonde en épisodes reluisants, tels que l'expédition contre les Boers ou, plus récemment, l'écrasement du mouvement national irlandais... Ne pouvant les citer tous, « Paris-Soir » n'en cite aucun.

Pendant ce temps, le pro-fasciste « Journal » de M. Guimier organise un mendigotage national près des enfants de France pour offrir aux enfants royaux quelques poupées bien françaises. Mais tous ces efforts sont vains, et l'enthousiasme populaire n'y répond pas.

Faisons cependant connaître d'un peu plus près ce que représente la Couronne britannique.

Une démocratie ? Au sens bourgeois du mot, l'Angleterre justifie ce titre autant et plus que la France républicaine, incontestablement.

La forme du gouvernement est la monarchie limitée, c'est-à-dire l'adaptation et l'assujettissement des cadres féodaux de l'Etat aux intérêts de la bourgeoisie.

Légalement, l'appareil d'Etat comprend « le roi dans le Parlement », « le roi dans le Conseil » et « les Juges de Sa Majesté ». La pratique constitutionnelle a fait de la Chambre des Communes l'autorité suprême cependant qu'au cours de son développement historique, le pouvoir se concentrait dans les mains des ministres, hommes-liges des banques et des trusts.

Le droit de vote est accordé aux hommes de plus de 21 ans et aux femmes mariées de plus de 30 ans. Sur 26 millions d'adultes que comptent la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, 22 millions ont le droit de vote. Ceci étant dit pour rappeler une fois de plus que le capitalisme au pouvoir s'accommode fort bien d'un élargissement massif des droits civiques et du suffrage universel.

Or, la dictature de classe exercée démocratiquement par la bourgeoisie est très nette. Sur 22 millions de personnes exerçant une profession, 17 millions sont des prolétaires au sens strict et absolu du terme.

Les souverains britanniques que le Front Populaire s'approprie à recevoir ne sont que les personnalités représentatives du capitalisme anglais : banques, mines, commerce, textile, fer et acier, compagnies de constructions maritimes et de navigation. Chaque industrie a depuis longtemps une solide organisation patronale. Ces organisations sont groupées dans la « Fédération of British Industry », dont le pouvoir s'étend sur les différents rouages de la vie économique et de la politique générale. Jusqu'en 1922, la « Cité de Londres », c'est-à-dire le capitalisme anglais, a présenté un caractère particulier grâce à sa domination sur le marché financier, au monopole mondial des transports, à l'exploitation intensive des colonies.

Il ne faut cependant pas omettre, dans le tableau du capitalisme britannique, la caste des aristocratiques propriétaires fonciers, chez lesquels M. Flandin chasse la grouse en automne.

Nous dédions ceci aux paysans. Le duc de Northumberland possède 85.000 hectares ; le duc de Hamilton 28.000 ; le marquis de Bute 64.000 ! Les titres de propriétés sont souvent apocryphes, et établis par celui qui, au cours des siècles, par le meurtre, la ruse ou la flagornerie, s'était emparé des terres. L'aristocratie foncière est liée organiquement au capital financier et dispose de droits sur les minéraux du sous-sol. Le duc de Northumberland, déjà cité, outre ses 85.000 Ha. en surface, étend ses droits sur 122.000 Ha. de

osus-sol, et son revenu annuel est, de ce fait, supérieur à 3 millions. N'abusons pas des exemples.

**

Mais c'est outre-mer que s'est édiée la force de l'impérialisme britannique. Les territoires qui constituent l'empire, quoique dispersés, sont groupés sous l'autorité du Royaume-Uni et s'étendent sur le monde entier.

En raccourci, près de 14 millions de milles carrés (un quart du globe) avec une population de 450 millions (plus du quart de toute l'humanité) !

65 millions seulement sont des Européens qui vivent en Grande-Bretagne, en Irlande, dans les possessions d'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Afrique du Sud, du Canada et de Terre-Neuve ayant un gouvernement autonome.

Pour étendre ses griffes sur les 388 autres millions d'individus de races, de langues, de culture et de religion différentes, on conçoit ce que l'impérialisme anglais a pu réaliser de vols, de viols, de massacres, de fourberies, quelle trame serrée des services de mouchardage, d'espionnage, de police, d'armée, de propagande et d'expansion ont dû s'enchevêtrer. C'est cela que représente le drapeau britannique et que symbolisent près du capitalisme français ses hôtes royaux. God save the King !

**

Les ouvriers et les paysans de France, derrière et au delà du cortège officiel, discernent et salueront la houle des larges masses exploitées qui s'agitent et submergeront un jour leur impérialisme.

C'est de ces masses que nous sommes solidaires. Minorités nationales, prolétaires et chômeurs de Grande-Bretagne.

La question nationale revêt une importance prépondérante. Déjà le Canada a vu s'amorcer un mouvement de sécession et aux Indes fermentent un puissant mouvement de libération nationale dont l'explosion donnerait un coup mortel au capitalisme anglais.

Pour soumettre 388 millions d'êtres, 85 % de sa population totale, l'Empire britannique a installé, par la force des armes, des gouvernements irresponsables dépendant directement de l'Office pour les Indes ou de l'Office colonial. Des polices indigènes les protègent, et, plus encore, les canons de la flotte anglaise, les mitrailleuses de ses corps expéditionnaires.

Mais c'est par ses tractations avec la bourgeoisie des pays asservis que le gouvernement anglais a pu jusqu'à ce jour maintenir sa domination, malgré l'agitation toujours croissante de la population soumise.

**

C'est également par l'utilisation simultanée de la duplicité et de la répression brutale que le capitalisme anglais a pu ne pas sombrer devant la vague prolétarienne. On traite avec les chefs socialistes, avec les dirigeants réformistes et coopératifs, on lance sur les foules ouvrières les cohortes serrées de policemen et, quand il le faut, les autos-mitrailleuses.

Et pourtant, depuis la guerre, quel passé de luttes ouvrières dans ce pays aux deux millions de chômeurs.

Le 3 janvier 1918, plus de 10.000 soldats de Folkestone se mutinent, occupent le port, empêchent la sortie des bateaux contenant des troupes. Les Canadiens et Australiens agissent de même. Tous se refusent à partir pour le continent et exigent leur démobilisation immédiate. Pour mener la lutte, ils constituent des « Conseils de soldats » et élisent leurs délégués. Le Ministre de la guerre cède, et sa défaite est si complète que ces soldats en révolte élisent eux-mêmes une centaine d'employés qui remplissent en 24 heures les papiers réglementaires pour la démobilisation. La presse française est restée muette à ce sujet.

Conseils d'ouvriers à Belfast pour la semaine de 40 heures, avec même salaire que pour 48. La grève s'étend, torpillée par les syndicats qui refusent les fonds. Grève générale puisque, en représailles d'un refus de salle pour meeting, les électriciens contraignent la bourgeoisie de Lon-

dres à donner ses réceptions aux bougies et adressèrent un ultimatum à la municipalité...

Ce mouvement ouvrier anglais d'après-guerre, avec ses délégués d'ateliers et ses « Conseils d'ouvriers » est assurément peu connu, ou oublié, en France. Nous ne pouvons en donner ici que quelques épisodes.

250.000 travailleurs ont participé aux grèves de 1919 (mineurs).

En janvier 1920, grève de 150.000 prolétaires de la métallurgie et des constructions maritimes.

En juin-juillet, grève de 450.000 prolétaires de l'industrie cotonnière.

En septembre, grève de 65.000 fondeurs de fer et de 500.000 cheminots.

En octobre, grève générale de 1.100.000 mineurs.

En avril 1921, reprise de la grève générale par plus d'un million de mineurs. En juin de la même année, 375.000 travailleurs de l'industrie cotonnière lutte contre la réduction de salaires. Nous reviendrons plus amplement sur cet historique. Il nous a suffi pour aujourd'hui de montrer aux travailleurs que si notre bourgeoisie accueille en la personne du roi d'Angleterre l'alliance militaire et l'aide financière du capitalisme britannique, c'est vers les ouvriers et les paysans asservis par l'impérialisme britannique que doit aller notre appel révolutionnaire.

« FRANCE D'ABORD ! »

Lettre d'un Étranger

« France d'abord ! »

Les immigrés ensuite.

DANS son numéro du lundi 13 juin, le « Populaire » publie la motion adoptée à Royan par le Parti S.F.I.O., concernant les travailleurs immigrés. Reprendre, ligne par ligne, paragraphe par paragraphe, cette motion, serait vraiment trop fastidieux pour démontrer la politique basement servile des sociaux-démocrates même sur ce terrain. Trahir la classe ouvrière est depuis longtemps la ligne suivie par la S.F.I.O., mais le faire avec tant de synisme à l'égard des couches les plus exploitées dépasse les limites. Et je suis persuadé que beaucoup d'yeux s'ouvriront après avoir pris connaissance de cette motion.

Mais il ne s'agit pas de la défense des travailleurs immigrés ; la motion adoptée est nette à ce sujet. Elle dit textuellement ceci : « En attendant que les mesures préconisées aient force de loi pour le plus grand bien et l'honneur de la France ». Elle met en relief les avantages que la « Patrie Française » pourrait tirer en cas de guerre des trois millions de réfugiés sur le sol français. Cette chair à canon n'est pas à négliger.

« Il sait que si le malheur voulait que la France se trouve dans l'obligation de prendre les armes pour défendre sa liberté, des milliers et des milliers d'étrangers se joindraient à elle et verseraient leur sang pour elle. Que, récemment encore, un congrès de réfugiés politiques étrangers, de toutes nationalités, l'a encore affirmé solennellement. »

Nos socialistes plaignent « la France qui supporte à elle seule la plus grosse partie des charges découlant du respect du droit d'asile, et ceci n'est pas juste ni possible. »

Et la motion constate que les décrets-lois du gouvernement Daladier sont l'aboutissement « de l'absence d'une politique claire et cohérente ». Les bons Français qui s'appellent Rosenfeld et Rossi (Leroux) ne sont pas les derniers à voter de telles saloperies.

Les travailleurs immigrés laisseront à d'autres le soin de servir de chair à canon pour la « patrie française ». Ils sont obligés d'être aujourd'hui sa chair à travail ; ils lutteront pour renverser ce régime d'exploitation.

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »

Le Gérant : A. BASTIDE.

La guerre civile en Espagne

Les opérations militaires de ces derniers jours marquent une avance considérable du fascisme sur les positions des républicains. En ce moment, la marche sanglante du fascisme continue... L'aviation, elle aussi, continue son action meurtrière sur la population civile du territoire républicain.

On considère d'avance des troupes fascistes internationales à plus de 3.000 kilomètres carrés. De ce fait, Valence et Sagonte se trouvent menacées d'être prises par la force et par la faim.

La défense de Villareal ne peut être continuée... Il ne faut pas cacher que la région de Costellon constitue une des zones les plus riches de l'Espagne, tombant entre les mains du fascisme.

« Ceux-ci (les fascistes) possèdent maintenant la totalité des rizières de la péninsule et une partie appréciable des plantations d'orangers, ils recueillirent une quantité de blé suffisante pour alimenter les zones récemment conquises. Du point de vue militaire, enfin, la conquête a une importance considérable : elle rend difficile le passage des avions républicains de la zone Nord à la zone Sud.

Maintenant, si l'on tient compte du retrait de la 43^e division, composée de 10.000 hommes, du front des Pyrénées, on peut comprendre l'importance des événements de cette semaine, et les « changements » que ceux-ci peuvent produire... La position du gouvernement Negrin se trouve irrémédiablement compromise...

Il ne faut pas croire qu'après ces événements qui ont occasionné deux millions de morts, la situation espagnole puisse entrer dans une ère de paix, soit au moyen d'un « compromis » de Mussolini avec Chamberlain, pour assurer la victoire totale du fascisme, soit par une victoire « supposée » du Front populaire réformiste-bourgeois-stalinien, avec ses alliés anarchistes et centristes.

Pour la classe ouvrière, il est clair que la victoire du fascisme franquiste ne peut pas signifier autre chose, que la continuation, sur un autre plan, de la guerre intérieure contre les ouvriers et les paysans, sur la base de l'axe Berlin-Rome-Tokio-Burgos, pour la provoquer à l'extérieur.

Mais qui a facilité les événements d'Espagne à devenir une mêlée pouvant faire exploser la poudrière d'Europe?... Sans aucun doute, la politique contre-révolutionnaire du Front populaire, des partis de la II^e et de la III^e Internationales du Front populaire, qui ont érasé la révolution dans le sang, avec la complicité de l'anarcho-syndicalisme et du centrisme poumiste.

La situation est grave... Par la défaite de la classe ouvrière organisée par le réformisme et le stalinisme, la guerre d'Espagne peut rapidement se transformer en conflit européen ; à moins qu'une révolution intervienne en France... ou une révolution politique en Russie...

L'Italie se trouve dans un état de guerre permanent avec les événements d'Espagne... La presse du régime, de la première à la dernière page, est remplie de communiqués fantastiques... de « reportages »... et d'articles politiques-militaires sur les événements et les « victoires italiennes » en Espagne. L'Italie considère l'affaire d'Espagne comme une « seconde expédition romaine », comme une seconde Abyssinie.

Mussolini sait où il veut aller, et il le déclare : « à une guerre pour agrandir l'empire romain »... Toute son action diplomatique, propositions de « paix », retraite des volontaires, « bonne volonté » dans le comité de non-intervention, etc... entre Londres, Paris et Rome, sont inspirées par l'action de gagner du temps, poussant à fond, avec toutes les conséquences, son intervention, pour conquérir l'Espagne.

Voici ce que la « Corriere della Sera » écrit le 16 juin :

« L'artillerie légionnaire. — Il faut dire maintenant seulement, que sans l'artillerie légionnaire attachée au Corps d'Aranda et aux canons espagnols qui entrèrent de temps en temps en action, dirigés par le Commandement légionnaire, la bataille de Castellon de la Plana n'aurait pas été conclue d'une façon aussi triomphale »...

« Le fait d'avoir participé à la guerre d'Espagne avec leurs volontaires sera une raison d'orgueil pour l'Italie et pour l'Allemagne à travers les siècles ».

(« Corriere della Sera ».)

« L'Italie se bat en Espagne et y élève une barricade, non seulement d'hommes, mais aussi d'âmes, pour établir clairement les positions des autres nations européennes et les possibilités d'entente avec elles ».

(« Giornale d'Italia », 3 juin.)

Tel est le ton de la presse fasciste. Il faut répondre à l'action du fascisme par l'action prolétarienne.

Le fascisme, Mussolini et Hitler n'ont pas « peur » de la guerre, ni de la France, ni de l'Angleterre, mais ils tremblent à la pensée de la révolution prolétarienne. Qui peut croire que, dans cette situation, on peut sauver la « paix » sans une révolution socialiste, avec la politique d'union nationale autour du Front populaire comme le préconisent les Blum et les Thorez? La politique des Cachin-Blum du Front populaire, et de l'Union des Français, est une « répétition » de l'Union sacrée de 1914, et qui, sous prétexte de sauver la paix et la république espagnole, sert les intérêts et la politique de guerre de l'impérialisme.

La contre-révolution du gouvernement Negrin-Staline-Azana est le plus direct responsable de la situation actuelle. La classe ouvrière ne doit pas se laisser enfermer : ou la guerre ou la victoire du fascisme ; mais elle doit opposer son alternative : ou la défaite par la continuation de la politique du Front populaire ou la victoire de la révolution socialiste, avec une politique révolutionnaire.

Negrin voudrait calmer le mécontentement du prolétariat catalan, qui se soulève contre lui, par des discours et des fanfaronnades, mais il ne réussira pas... A chaque défaite, Negrin promet

une victoire pour l'avenir...

Aux discours et aux promesses de Negrin-Staline-Azana, la classe ouvrière doit opposer des faits. Il faut dire à Negrin : vous n'avez donné que des défaites et des promesses de victoire pour pouvoir assassiner les révolutionnaires. Qu'avez-vous fait de Nin, Wolff, Tosca? Libérez tous les emprisonnés révolutionnaires qui peuplent les prisons de la république démocratique... Liberté à toutes les organisations ouvrières.

Malgré la situation tragique, il faut empêcher que pendant une crise, le gouvernement Negrin serve à une autre formation ministérielle bourgeoise d'un Martinez Barria, comme on l'entend... devant servir à un « armistice » de reddition à Franco...

Devant cette situation, la lutte pour la libération des prisonniers révolutionnaires, pour les libertés démocratiques, pour tous les partis et organisations ou fractions prolétariennes, pour la constitution d'une Alliance ouvrière avec les paysans pauvres révolutionnaires, doit passer au premier plan.

Au gouvernement Negrin doit succéder la constitution d'un gouvernement révolutionnaire sur la base des comités des ouvriers, des paysans et des soldats.

Le Fait international

Apparences et réalités

ENCORE une semaine qui n'apporte pas de changement décisif à la situation mais où plusieurs orientations semblent se confirmer.

D'abord Chamberlain marque des points. Très habilement, il a réussi à faire capituler la France et obtenu de fait la fermeture de la frontière des Pyrénées, malgré tous les démentis opposés par Bonnet. — D'autre part, il n'a pas complètement cédé à Mussolini qui voulait obtenir immédiatement l'entrée en vigueur de l'accord anglo-italien. — Enfin, il a redoublé ses interventions pour amener une « trêve » en Espagne favorisant un compromis assurant la victoire à Franco dont il continue à rechercher l'alliance.

L'avenir dira ce que valent ces « succès » mais il faut constater que l'impérialisme français est de plus en plus embarqué derrière la Cité.

Evidemment, toute cette politique « pro-franquiste » n'en a pas moins été accompagnée de déclarations nombreuses contre les bombardements aériens et autres pleurnicheries auxquelles Hitler et Mussolini répondent du reste en citant les bombardements habituels de l'aviation britannique aux Indes et en Palestine.

Si les nouvelles combinaisons élaborées et en cours servent la politique de Chamberlain, qui vise à gagner du temps, il reste bien vrai que le risque de guerre ne diminue pas et que les antagonismes vont croissant. A ce sujet il faut noter la grande activité britannique dans les Balkans.

Londres n'entend pas laisser Hitler accaparer l'Europe Centrale ni surtout les débouchés et voies d'accès balkaniques. La cavalerie de Saint-Georges se prépare à des charges héroïques. Les pourparlers anglo-roumains et anglo-turcs sont accélérés. De son côté, Mussolini s'efforce de renforcer sa position vis-à-vis de la Yougoslavie. La résistance à la poussée pangermaniste en Europe centrale et dans les Balkans s'organise sous la direction occulte de la Grande-Bretagne. Voilà un second fait que bien des indices mettent en relief cette semaine.

Il faut souligner à ce sujet les violentes controverses entre la presse anglaise et allemande sur la répudiation par le Reich des dettes de l'Autriche. Toutes ces canailleries impérialistes s'envoient au visage leurs vérités : « Je ne paierai pas des dettes

souscrites pour des fins politiques, déclare Hitler, l'Autriche empruntait votre argent pour empêcher « l'Anschluss ». C'est pour garder l'Autriche sous votre coupe que vous lui prêtiez ; vous avez perdu sur le terrain politique, il est normal que vous perdiez vos picajons. »

« Honte », riposte la Cité, c'est pour « secourir » l'Autriche que nous prêtions. Votre motif de non paiement n'est qu'un prétexte pour garder nos « livres ».

« Vous n'aviez pas tant de scrupules lorsque vous avez récusé les dettes souscrites par les Boers », répond Hitler ; « ce n'est pas la même chose », rétorque Londres, etc.

Bref, tout cela finit par des menaces réciproques, et nous éclaire un peu mieux sur la politique Chamberlain qui, après avoir laissé faire l'Anschluss, s'est opposée à l'absorption tchécoslovaque.

La « Cité » ne peut accepter de perdre ses intérêts en Europe Centrale et puisque Hitler refuse de payer on lui fera front ! ! Voilà l'un des mobiles du revirement mis à jour.

Il semble que Beck n'ait pas réussi dans son plan d'axe « Helsingfors-Bucarest » en vue de grouper sous l'égide de la Pologne un certain nombre d'Etats en un bloc de « neutres » autirusse, susceptible de faire pression sur ses intérêts propres sur les grands impérialismes. Beck semble avoir oublié qu'il n'est pas commode d'échapper, pour les petits Etats, à l'emprise des maîtres du monde. Les petits pays sont obligatoirement liés à un grand impérialisme, leur liberté de manœuvre ne peut être que très relative.

En Extrême-Orient, il semble que le Japon, avant de lancer son offensive dans la Chine du Sud, tâte le terrain et cherche à voir quelle sera la résistance à ses projets des impérialismes anglo-français. C'est ainsi qu'il fait courir le bruit de l'occupation de l'île Haïnan (influence française) et celui du demi-blocus de Hong-Kong, possession anglaise. On manque d'informations sur la situation militaire et sur les avantages que les inondations provoquées par la destruction de digues procureront aux armées chinoises. Il apparaît en tous cas que ces inondations entraîneront des maux inouis pour plusieurs millions de Chinois obligés de fuir devant l'inondation et difficilement ravitaillés.

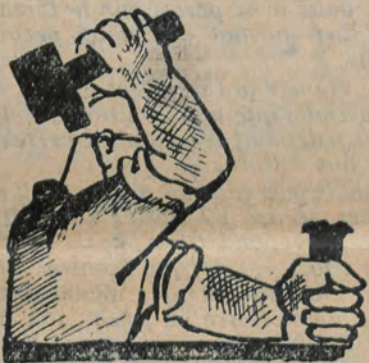
Contre les licenciements, Pour défendre les 40 heures, contre l'offensive capitaliste

Un congrès des entreprises

AVEC une vigueur d'autant plus grande que l'on pénètre dans la période dite des vacances, le patronat poursuit l'offensive déclenchée quelques mois après sa défaite de juin 1936, pour rattraper le terrain qu'il perdit à ce moment-là.

L'offensive capitaliste se poursuit sur deux plans principaux : dans les industries qui ne travaillent pas pour la guerre, il licencie à tour de bras. Nous avons recueilli pour ce numéro des informations dans diverses industries qui témoignent que le patronat a un système de combat bien déterminé au sommet, à la C.G.P.F., avec les caoulards Gignoux et Michelin : renvoi des syndiqués, maintien des S.P.F. dernièrement embauchés, contrôle de l'appartenance syndicale de ceux qui sont réembauchés.

Dans les industries de guerre, plus spécialement dans la métallurgie, si le patronat réduit les licenciements à un nombre plutôt faible, il impose par contre presque partout maintenant, depuis la défaite des métallos parisiens, des heures supplémentaires, ou plus exactement, la suppression des quarante heures, car les cinq heures de plus ne



sont pas payées au taux des heures supplémentaires ; elles sont payées au même tarif que les quarante heures ; ainsi la loi de quarante heures n'a pas été abrogée, « mais son application a été assouplie »...

Aujourd'hui le patronat concentre tous ses efforts pour faire sauter la dernière conquête de juin 36 : la semaine de 40 heures.

C'est bien la dernière, car il ne reste plus grand-chose du reste :

Les salaires ? leur augmentation a été engloutie par la montée du coût de la vie. Les délégués ? Mais ceux qui ne veulent pas faire les commissions du patron auprès des ouvriers n'ont guère de droits à l'heure présente. On revient peu à peu dans les usines au régime d'avant juin 1936. Les congés payés ? Combien n'en profiteront pas cette année !

Le patronat a repris pas à pas le terrain perdu. Il vise maintenant à annuler complètement la loi des 40 heures, afin de pouvoir imposer ensuite un régime de plus en plus dictatorial dans les usines. Déjà, par les « assouplissements » et les « dérogations », les 40 heures sont très entamées.

Dans les masses travailleuses, le mécontentement va grandissant. Celui-ci ne s'est pas encore manifesté de façon violente, énergique ; mais il a trouvé son expression de bien des façons. Les réunions faites avec le concours de Messieurs les députés staliniens ont été le plus souvent sans succès. La plupart des meetings centraux organisés par les syndicats de la région parisienne ont été des fous. Et puis, manifestation beaucoup plus nette aussi, quoique pas apparente, LA PERTE DES EFFECTIFS DE LA C.G.T.

Bien entendu, ces messieurs du Bureau Confédéral, Jouhaux de la Banque de France comme Frachon de la main tendue à son frère syndiqué professionnel, se gardent bien d'exprimer noir sur blanc la vérité sur les effectifs de la C.G.T. Mais ils réunissent leurs secrétaires fédéraux pour trouver avec eux le moyen de s'en sortir : ils voudraient bien enrayer la dégringolade qui, selon les chiffres officiels fournis à cette réunion des secrétaires des Fédérations ouvrières, s'élève entre trente et quarante pour cent des effectifs maxima. On est loin des cinq millions d'adhérents...

Ils ont trouvé une solution : organiser, sous l'égide de l'Union des Syndicats de la Région parisienne et avec le concours de la C.G.T., une conférence à laquelle seraient convoqués les parlementaires et la presse pour leur faire connaître, en présence des secrétaires d'organisations syndicales, les doléances des masses travailleuses. N'est-ce pas narguer cyniquement les exploités que de leur laisser entrevoir une solution de la part de ce Parlement de plus en plus croupion ? Quelle comédie abjecte de ces dirigeants qui protestent apparemment contre la clôture du Parlement, mais qui sont très satisfaits que Daladier ait pris cette responsabilité. Ce que pourrait donner une conférence de ce genre, les employés viennent d'en avoir un avant-goût : leur syndicat a organisé une conférence de presse... où la presse a brillé par son absence ; les enveloppes patronales rapportent plus.

Que faire ?

Dans le cadre du mouvement syndical, constituer, développer l'opposition qui vient de se constituer. Pas celle de Dumoulin et Chambelland, mais celle constituée à la conférence à la réunion convoquée par les camarades de « l'Ecole Emancipée ».

Mais le problème n'est pas limité au cadre syndical. Il ne s'agit pas surtout de sa-

Dans le bâtiment, chômage sur toute la ligne.

Les gars du Bâtiment, cela voulait beaucoup dire autrefois. Ils n'obtenaient pas toujours satisfaction, mais ce n'était pas sans peine que la bourgeoisie parvenait à triompher. Des poings vigoureux maniant vigoureusement des manches de pioches, ça donnait à réfléchir.

Mais, depuis que les Brout, Arrachard, Toudic, Hénaff, se sont encroûtés dans les postes syndicaux et parlementaires, les gars du Bâtiment sont désorientés et la bourgeoisie agit avec assurance.

L'an dernier, encore, on a eu quelques égards, il fallait tenir l'Exposition, c'était une question de « victoire sur le fascisme ». Mais quand cette « victoire » fut acquise, les « vainqueurs » conquirent le chômage.

Maintenant, il y a près de la moitié des terrassiers en chômage. Le patronat pousse son offensive d'autant plus résolument que les dirigeants syndicaux vont tirer les sonnettes des ministères pour demander des grands travaux, des petits travaux, font des films, des discours, mais n'organisent plus d'action. Ils laissent même tomber les militants comme Garnier et David, de Saint-Etienne, qui, pour leur action de classe, sont poursuivis et condamnés par la bourgeoisie.

Les Hénaff et autres Le Gall ont exploité à fond la confiance des gars du bâtiment ; ils ont su y trouver des troupes de choc contre les opposants. Mais la plupart des exploités de la terrasse, des cimentiers, se réveillent. Ça commence à aller mal pour ces messieurs chez les cimen-

voir si l'on pourra plus ou moins franchir les obstacles dressés par la bureaucratie devant ses congrès et ses conférences. Le problème n'est pas d'ordre strictement syndical, de la C.G.T. en est la preuve. Car ces travailleurs, dans leur grande majorité, ne vont pas au fascisme mais veulent que ça change et sont confusément, péniblement, à la recherche d'une solution à leur situation, à leur misère, à leur exploitation.

La résistance à l'offensive du capital, le triomphe de revendications comme la suppression du secret commercial, le contrôle ouvrier sur la production, revendications qui, seules, peuvent empêcher les travailleurs de se voir frustrés d'une victoire comme celle de juin 36, cet arrêt à l'offensive patronale et cette marche en avant du prolétariat nécessitent de préparer, d'organiser la grève générale, — au lieu de livrer l'action à l'initiative de dernière heure et à la spontanéité comme en 1936.

Les travailleurs repousseront la comédie d'une conférence rédigée et prononcée selon les plus pures règles de l'art à MM. les parlementaires et journalistes. C'est aux travailleurs eux-mêmes de préparer un CONGRES DES ENTREPRISES, où ceux qu'ils auront désignés exprimeront non pas ce qui peut plaire à la pourriture du Parlement et de la grande presse mais leurs volontés, leurs décisions. C'est par ce Congrès des Entreprises qu'ils décideront leur action, qu'ils mèneront la bataille jusqu'à la victoire.

Nos publications

- Comment ils ont trahi la grève Goodrich 0 40



Les licenciements dans

tiers ; les travailleurs se tourneront vers les opposants. Tant pis pour les Arrachard et les Hénaff si, un jour, ceux-ci se souviennent des explications à coups de poings et de manches de pioche qu'ils leur ont enseignées.

C'est aux anciennes méthodes d'action directe que les gars du bâtiment reviendront.

Licenciements et semaines de 70 et 80 heures dans l'habillement

Les catégories sont les plus variées, la couture, le vêtement pour hommes, la fourrure, la lingerie, etc., etc...

Cela représente des centaines de milliers d'exploités et de surexploités dans la région parisienne. Travail saisonnier, cela permet aux patrons d'imposer des semaines accablantes, puis de mettre les travailleurs sur le pavé.

Tout cela est compliqué par le développement de l'artisanat, du travail à domicile, de l'exploitation familiale. Les 40 heures ? Ça n'existe pas. Il y avait un projet prévu, que les organisations artisanales font retirer : il prévoyait 54 heures par semaine. Elles le retirent pour que l'on continue à faire des 70 et des 80 heures par semaine.

Il vient d'y avoir une grève dans l'habillement ; elle a été écrasée dans le silence.

Les pertes d'adhérents aux syndicats ? (C'est par milliers qu'il faut les compter).

« La Journée Industrielle » a publié une protestation des patrons français contre les patrons étrangers qui gâchent les prix ; mais ils ne vont pas améliorer le sort de leurs exploités. Ce qu'ils veulent, c'est supprimer ou gêner des concurrents.

pour recommencer juin 36

Le patronat des grands magasins à la pointe de l'offensive capitaliste

LA Nouveauté subit une offensive patronale de grande envergure. Tous les avantages acquis par l'action de juin : diminution des salaires, semaine de 40 heures, obtention de l'échelle mobile, sont mis en cause.

S'il fut un mouvement qui surprit à l'époque par son ampleur et sa combativité, ce fut celui des employés de magasins.

Ces luxueuses installations, avec ces employés polis et aimables cachaient donc tant de misères pour clamer et employer l'arme de la grève vis-à-vis d'un patronat qui paraissait philanthropique.

Les deux bons Samaritains ne sont-ils pas encadrés dans tous les bistrot de France ?

Ne fallait-il pas que les acheteurs estiment que ces employés bien mis leur vendaient des objets avec une force de persuasion telle que l'on pouvait supposer que c'était à eux ces magasins et ces articles ?

Mais l'exploitation y était des plus féroces et la division y régnait d'une façon peu commune.

Egoïsme porté à son plus haut point par le système de vente à la guelte. Emploi sans connaissances spéciales créant le favoritisme. Telles étaient les difficultés du mouvement syndical à rassembler ces exploités.

Mais ces milliers d'employés rassemblés ont compris la puissance de leur force en juin 1936 et leur action leur a permis d'obtenir une convention contenant entre autre l'échelle mobile.

Sa composition sociale et la faiblesse de la nature de leur travail se devaient de désigner cette corporation une des premières à la contre-offensive patronale.

En premier lieu, il fallait supprimer l'échelle mobile qui créait un déséquilibre avec les autres corporations.

Pour démoraliser les syndiqués et détruire l'organisation syndicale, on a commencé par des licenciements. Plus de 3.500 en quelques mois.

les corporations



Les organisations syndicales, dirigées par des staliniens, ne veulent pas heurter les artisans, au nom de la grande et géniale politique du Front populaire. Seulement, le résultat, c'est que les artisans, les façonniers ne peuvent tenir le coup dans le régime actuel ; et l'absence de luttes fait le jeu du grand capital qui exploite par dessus le marché la colère des artisans.

Dans l'habillement, il y avait de tradition des militants révolutionnaires. Elle a au moins autant de besoin d'être conservée que les traditions sur l'habileté et le goût des travailleurs parisiens et autres boniments bourgeois et staliniens qui ne nous nourrissent pas.

Répression et chômage partiel dans les usines d'alimentation

C'est là que le capitalisme a commencé le premier la bataille contre les conquêtes de juin 36 ; c'est là que l'appui gouvernemental a été immédiat. A la fin de l'été 1936, la chocolaterie des Gourmets était vidée brutalement par la ficaille, à cette époque de Salengro, avant de devenir celle de Dormoy puis de Sarraut.

Les renvois aux Gourmets sont supérieurs à 100 ; tous ceux qui ont été licenciés ont plusieurs années de maison.

Le chômage partiel sévit. Et le patronat en fait totalement à sa guise. Les démarches des bonzes syndicaux, leurs arguments attendrissants n'attendent pas les coffre-forts capitalistes. Il n'y a que la force ouvrière pour assurer le succès. Mais les bonzes à la Antoinette Gilles et autres staliniens ne connaissent pas depuis bien longtemps les jours difficiles, la misère !

Les employés ne disposent pas, comme les travailleurs du Livre, par exemple, de pouvoir arrêter les machines si les patrons ne veulent pas appliquer l'échelle mobile. La préparation d'un mouvement est beaucoup plus complexe et nécessite un long effort. Le patronat pousse donc son offensive plus vigoureusement.

Dans un long plaidoyer publié dans « le Temps » du 19 juin, il manifeste le désir de supprimer le SALAIRE MINIMUM, un des plus gros avantages ou plutôt la garantie élémentaire des employés à la guelte.

Il se plaint des lourds impôts qui le frappent sur le nombre des employés.

Mais ces mêmes impôts ne servent-ils pas à renforcer l'appareil militaire de son régime pour lui conserver ces privilèges ?

Enfin, il demande tout simplement la suppression des conventions collectives.

En somme, que laisserait-il ? Rien !

**

Nous avons souligné la composition de la Nouveauté afin de démontrer que l'abandon par la direction confédérale d'une stratégie de lutte d'ensemble, laissant les corporations seules en butte à l'attaque patronale permettra toutes les défaites.

Quel est le travailleur qui ne comprend que la lutte des employés de nouveauté est la sienne. Combien on peut mesurer le manque d'éducation de classe qui n'a pas été développé au cours des deux dernières années.

Depuis l'abandon des lock-outés des Magasins Réunis (République), quel chemin parcouru à reculons !

Jamais on n'a autant dénoncé pendant ce temps l'organisation capitaliste de ces grands magasins qui fait de chaque rayon une boutique avec ses frais et prélève des bénéfices sur les autres services. On sait la combine des sociétés d'achats, les taux de marque prohibitifs, l'exploitation honteuse par ces magasins des petits artisans et fabricants.

Actuellement, on embauche des employés à la journée, à des taux tout à fait arbitraires. On a licencié parce qu'il fallait diminuer la taxe sur les employés ; mais pour faire diminuer la taxe sur les

Alors, pour eux, pas de lutte, mais le souci de conserver, par tous les moyens, leurs postes et les avantages qui y sont attachés. Mais dans l'alimentation, ceux qui ne veulent plus revenir au régime d'autrefois, qui ont compris qu'ils ont le droit d'exister, ceux-là se grouperont pour mener, malgré les bureaucrates, la lutte de classes acharnée. Ils n'ont rien à perdre que leur esclavage.

Après la grève des transports, un militant s'est suicidé

C'est à la fin de 1937 que la grève s'est déclenchée. Elle a duré, duré, puis elle a échoué. Le patronat des transports était soutenu, dirigé par les siens. Les travailleurs des transports étaient abandonnés par ceux qui prétendent les défendre.

Combien sont exclus aujourd'hui des entreprises, depuis cette grève, qui ne trouvent plus de travail parce que licenciés à la suite de la grève ? Environ 2.000. Par dérision, ces travailleurs sont classés « en priorité d'emploi ».

Les gars battent le pavé, la misère grandit. L'un d'eux, Bourreau, travaillant à la S.T.C.A., à Courbevoie, s'est par désespoir suicidé. Dans la presse dite ouvrière, on a mis quelques lignes larmoyantes sur ce cas, on a regretté la mort du militant dévoué. Mais on n'a rien fait pour que les autres licenciés sortent de la situation qui a acculé Bourreau au suicide.

Ça ne peut continuer. La manifestation de Bourreau dicte un devoir aux travailleurs des transports : préparer la lutte, en finir avec les jérémiades, les démarches à des pouvoirs publics qui n'ont que le pouvoir d'aider les bourgeois. Il faut lutter pour venger Bourreau.

employés, on n'a pas songé à licencier la maîtrise. Il y a certain rayon, au Printemps, qui se composerait, à présent, d'un chef, d'un second et d'un employé !

Le syndicat rassemble les licenciés et ne sait qu'en faire. La direction voit les effectifs tomber car 95 % des licenciés sont des adhérents à la C.G.T. Les membres du S.P.F. conservent leur emploi.

En face de cette offensive du patronat qui pose tous les problèmes du régime capitaliste, que lui opposent les organisations ouvrières ?

L'organisation de démarches dans les ministères et l'envoi d'opuscules aux parlementaires.

Mais tout cet appareil parlementaire n'est-il pas l'instrument aux mains du capitalisme pour dominer la classe ouvrière et c'est à celui-ci que l'on adresse des suppliques.

L'organisation de congrès spectaculaire de Front populaire ? Des campagnes d'affiches ?

Mais quelle efficacité là où il n'y a pas l'action de la classe ouvrière ? On entend souvent dire : « La C.G.T. ne fait rien ».



Jouhaux ne fera rien que continuer à trahir. Les directions syndicales ont peur de faire du mal au capitalisme.

C'est un problème de direction de la société qui se pose. Les grands magasins comme les grandes usines n'ont pas besoin d'actionnaires pour être gérés. Les travailleurs peuvent le faire beaucoup mieux que la plupart des parasites pour lesquels nous travaillons.

Il faut regrouper les travailleurs dans une opposition au régime qui poursuive une lutte acharnée contre le capitalisme et ses valets.

Pour le contrôle ouvrier, contre les licenciements, pour les 40 heures, pour la défense des salaires, préparation de la grève générale !

Note de la Rédaction

C'est le N° 655 des bons de soutien qui a gagné. Le camarade ayant ce numéro est prié de se faire connaître à l'Administration.

Des abonnements !

Seuls les abonnements et les efforts personnels des lecteurs permettent à « La Commune » et à « La Vérité » de pouvoir vivre.

ABONNE-TOI A « LA COMMUNE » (0 fr. 50 le No.)

3 mois 8 Fr.

6 mois 15 Fr.

1 an 30 Fr.

ABONNE-TOI A « LA VERITE » (6 fr. le No.)

1 an 30 Fr.

Le Congrès du plus beau syndicat de la C.G.T.

NOUS avons déjà, dans le précédent numéro, signalé que pour le congrès du Syndicat des Métaux de la région parisienne, la direction stalinienne, afin d'éviter des explications sur la grève qu'elle a trahie, le prenait de très haut envers les opposants éventuels.

Les bureaucrates préparent savamment leur congrès. Comme on le verra par le compte rendu de l'assemblée d'une importante usine de la région parisienne, les staliens se gardent bien d'intéresser les ouvriers à l'orientation de l'organisation syndicale, qui devrait être l'organisation des ouvriers avant d'être celle des bureaucrates. Devant des assemblées très réduites, la cellule stalinienne majorise les opposants. Ainsi les bureaucrates auront encore un congrès bien en mains.

Le nombre des opposants qui passeront à travers le filtre bureaucratique sera faible ; mais il suffit à inquiéter les dirigeants, les « réalisateurs » du Syndicat des Métaux. Aussi veulent-ils faire adopter, quand il en est encore temps pour eux, des dispositions qui, ultérieurement, serviront à resserrer les mailles de leur tamis : les toutes petites sections ne seront plus représentées directement ; les sections importantes seront subdivisées en groupes de cinquante. O, mystère d'une démocratie syndicale bien étudiée, centralisatrice là où la représentation directe pourrait gêner ces messieurs, décentralisatrice là où la voix des opposants s'adresse à un auditoire un peu considérable !

Ces décisions préoccupent beaucoup plus les Costes, Doury, Timbault et Cie, beaucoup plus que les heures supplémentaires qui se font maintenant un peu partout dans la métallurgie. Pour mieux dire, ce système est nécessaire afin qu'ils puissent conserver le plus longtemps possible leur emprise sur les métallos, afin qu'ils puissent leur faire accepter les sacrifices les plus grands pour la « défense nationale ». Au service du patronat, tel est aujourd'hui le rôle de militants qui ont gagné la confiance des métallos dans les luttes d'autrefois. Costes et Timbault n'appellent plus les ouvriers à l'expropriation de Renault et Citroën ; Costes et Timbault appellent les ouvriers de chez Renault et Citroën à produire et à produire pour la plus grande gloire de la France, c'est-à-dire pour le plus grand profit du capitalisme français.

Les métallos parisiens que tous les travailleurs de France considèrent depuis juin 1936 comme leur avant-garde, portent depuis plusieurs semaines le poids d'une lourde défaite ; l'influence stalinienne reste encore grande, mais elle est ébréchée en plusieurs endroits. Rien n'est plus significatif, ainsi que nous l'avons montré la semaine dernière, le fait que chez Citroën, aux élections des délégués, des opposants, quelques ex-confédérés, d'autres de tendance gauche révolutionnaire ou anarchiste et enfin, à Citroën-Epinettes, notre camarade Trocello, sur un programme révolutionnaire précis, ont rencontré un soutien numérique appréciable d'une forte minorité de travailleurs.

Une opposition sur un programme révolutionnaire dépourvu d'équivoque a d'appréciables possibilités de rassemblement et de développement. Il ne s'agit pas de faire un bloc avec Roy et Cuissot contre Croizat et Costes ; il faut mener la lutte contre les traîtres d'hier et les traîtres d'aujourd'hui qui ne se disputent pas sur les questions essentielles.

Dans la dernière grève, les métallos ont directement éprouvé la trahison par l'absence de liaisons et d'informations concentrées entre les mains de l'appareil : ainsi ligottés, ils ne pouvaient déterminer sérieusement leur action. Pour surmonter l'appareil syndical, pour préparer les batailles, pour les mener, la propagande, l'action pour créer des conseils d'usines sont les tâches premières de l'ordre du jour.



Dans les P.T.T.

Depuis la tenue du Congrès de Vichy, nous n'avons pas cessé de critiquer le néant et le manque d'objectif pratique de la résolution sur l'orientation syndicale votée par le Congrès de la Fédération Postale.

Depuis de nombreux mois, nous démontrons la nécessité pour les postiers de passer à l'action directe.

La semaine dernière encore, nous disions, avant même que Daladier parlât :

« Jamais la bourgeoisie n'acceptera d'octroyer aux travailleurs une somme semblable. Tout ce qui n'intéresse pas la Défense nationale provoque son opposition... »

Et l'un des plus beaux exemples de la duplicité des dirigeants nous est fourni par l'attitude du Bureau Régional de la Seine du Syndicat général des Employés des P.T.T. : jusqu'à ce jour, celui-ci avait une façon particulière de comprendre la démocratie ouvrière. Il prenait des décisions et se bornait quelquefois à les soumettre aux militants des sections. En ces rares occasions, par l'organe de Fleury, il manœuvrait de telle manière qu'il faisait avaliser son activité. Il déployait un certain talent dans l'art de tromper et de freiner les masses.

Cependant, ce jeu ne peut être continuellement joué sans risques, d'autant plus qu'une résistance s'affirme. Aussi, mardi dernier, le Bureau Régional avait-il convoqué les secrétaires des sections parisiennes. Contrairement à l'habitude, ces derniers ne furent pas mis devant une sorte de fait accompli. Il leur fut demandé d'envisager les conséquences que pouvaient comporter la déclaration de Daladier sur le relèvement des traitements. C'est pourquoi les secrétaires de base eurent pour mission de s'en retourner à leur bureau et de s'enquérir auprès de leurs camarades de l'état d'esprit qui les animait.

La procédure devient donc claire :

Daladier a refusé de souscrire à la revendication essentielle des fonctionnaires voici une semaine ;

Les secrétaires de section ne peuvent consulter convenablement (par une assemblée générale) les adhérents avant une seconde semaine ;

Le Bureau régional ne devra prendre position qu'après communication des décisions votées par les multiples groupes locaux, soit environ encore une semaine.

L'ANALYSE d'un bilan est quelquefois chose curieuse, autant qu'il est possible de lire au travers des lignes. Le « Métallo » a voulu en publiant, lui, son compte d'exploitation syndicale, donner un droit de contrôle aux syndiqués de la métallurgie qui paient d'assez lourdes cotisations et qui sont appelés à payer davantage.

Ce compte d'exploitation, assez impressionnant par ses chiffres, veut nous montrer la bonne gestion des administrateurs du syndicat.

Acceptons sans les contester les chiffres tels qu'ils nous sont fournis et faisons-en une récapitulation.

Pour le deuxième semestre 1937 (en chiffres arrondis) :

Salaires	483.000	»
Propagande	317.000	»
Solidarité	66.000	»
Frais généraux	632.000	»

1.498.000 »

Contre un bénéfice brut de 3.043.000 »

Soit un bénéfice net de 1.545.000 »

pour le premier semestre, 2.375.000 »

plus le bénéfice net de 3.920.000 »

Le Syndicat des ouvriers métallos est riche ; il a réalisé en un an près de 4.000.000 de bénéfices.

Si nous nous trouvions en présence d'une affaire industrielle ou commerciale, nous conseillerions aux actionnaires de réélire des deux mains des administrateurs aussi capables.

Comme il s'agit d'un syndicat ouvrier de la branche la plus combative du prolétariat de la région parisienne, nous proposons que les cochons de payants syndiqués foutent à la porte sans tarder tous leurs administrateurs, gérants, permanents et comptables.

Quatre millions de bénéfices ! Pour en faire quoi ?

Une propagande révolutionnaire active contre

LE COIN D

Pour peu que les circonstances soient défavorables, un mois ne sera peut-être pas de trop pour mener le bureau régional en face des responsabilités.

Ainsi, sous le prétexte de démocratie, la direction syndicale de la région parisienne a hypocritement rejeté la méthode de lutte directe et immédiate contre les pouvoirs publics et le Gouvernement.

Est-il donc besoin d'user d'un tel procédé lorsque, durnat de longs mois, l'ensemble des travailleurs des P.T.T. ont précisé leur volonté de suivre tout mot d'ordre d'action qui serait lancé par leurs dirigeants ?

En fait, c'est un nouveau coup de frein donné à la combativité des postiers parisiens.

Certains thuriféraires de la direction syndicale ne manqueront pas de dire : « Mais le Bureau régional envisage la tenue de meetings de protestation. » C'est exact. Mais nous nous souvenons des meetings organisés par le cartel des services publics en octobre et novembre 1937, en faveur (!) de l'octroi de la deuxième indemnité de cherté de vie. Et nous nous souvenons particulièrement du meeting du Vel' d'Hiv', le 6 octobre, où Giron, secrétaire du Cartel des Services publics, concluait son discours par ces mots : « Les 150 francs ou la grève ! » Le résultat de tout ce tapage et de ces belles paroles ?

Nous n'avons eu ni les 150 francs ni la grève, car tous les dirigeants, sans exception, se sont opposés à cette dernière.

Tous les postiers, éveillés par l'expérience, doivent comprendre que les meetings font partie d'une opération qui consiste à canaliser le mécontentement général et à le transformer en découragement général.

Leurs intérêts leur commandent donc de ne plus accorder aveuglément leur confiance aux traîtres composant la bureaucratie syndicale de la Fédération postale, et de préparer et diriger eux-mêmes la grève, seul moyen de lutte capable de conduire à l'aboutissement de leurs revendications.



A quoi sert

le chauvinisme croissant, contre la militarisation des jeunes, contre l'exploitation des coloniaux ? Non, pas cela ! le syndicat ne fait pas de politique révolutionnaire.

Un soutien effectif des étrangers pourchassés ? Non ! c'est encore de la politique révolutionnaire !

A qui s'adressent alors ces 66.000 francs de solidarité ? Aux chômeurs, nous n'en trouvons pas trace. Aux grévistes ? Que non ! Thorez avait déjà dit aux ouvriers de se tenir tranquilles et tant pis pour ceux qui ont enfreint les ordres, surtout s'ils sortent de la corporation ! C'est seulement 50.000 fr. pour le sou du soldat et 16.000 francs pour la solidarité en général !

Alors cet argent a peut-être été utilisé pour une propagande acharnée contre le patronat, contre le fascisme à l'usine ? Eh bien, oui, un peu ! Sur 7 millions de rentrées de cotisations, un peu moins du vingtième a été utilisé à la presse et à la propagande. Oh ! il n'était pas question de mettre aux mains des travailleurs les livres révolutionnaires et les livres de doctrine presque gratuitement. Le syndicat n'a pas pillé les bibliothèques pour ses adhérents !

Nous ne sommes plus non plus au temps où les révolutionnaires sortaient avec amour un journal avec la pâte à copier, pour le diffuser à leurs risques et périls, gratuitement, aux travailleurs !

Il ne faut pas que les métallos relisent trop Lénine, c'est dangereux pour la vie des bonzes de toutes espèces.

Non, cet argent a servi à des œuvres de bienfaisance. Oui, ma chère ! nous avons, au syndicat de la métallurgie, un parc des loisirs, une colonie enfantine, une école de rééducation professionnelle, et tout et tout. Cela ne nous coûte que 3 millions et demi !

Foin de tout ce bruit, de ces grèves tapageuses, de ces braillards révolutionnaires, de ces meneurs-provocateurs-trotskyistes.

Inutile la lutte contre le patronat exploiteur ! Inutile de vouloir prendre les usines et la propriété des patrons. Marx est vieux jeu ; le profit est une belle chose ; après avoir payé un demi-million aux permanents, nous tirons encore un petit profit de 4.000.000 sur votre bêtise, disent aux métallos ces comptes d'exploitation qui parlent si clair.

U PROLO

Le capitalisme humanitaire

Allocations familiales et grèves

Depuis toujours le capitalisme a prouvé aux masses laborieuses qu'il entendait vivre à leurs dépens, il leur prouve, une fois de plus, après les grèves de la métallurgie, il vient de reprendre une parcelle de ce qu'il avait été obligé de céder en juin 1936 ; cette fois c'est sur les gosses qu'il s'est vengé. Sur la caisse de compensation il a retenu deux jours. C'est ainsi que sur une famille de cinq enfants, il a fait une retenue de deux jours, c'est-à-dire 40 fr. 80, ou pour mieux compter, c'est 7 pains de 4 livres qu'il a retirés des mains de cinq innocents.

Ceux qui, par ignorance, soutiennent le capitalisme, qui ont des enfants, ont subi le même sort pour les leurs, nous ne dirons jamais assez que le capitalisme contient en lui le banditisme le plus ignoble qu'il soit possible de rencontrer, pour s'abaisser jusqu'à faire subir sa répression sur des gosses qui ne peuvent se rendre compte de ce qui se passe autour d'eux. A vingt ans, il saura leur dire, vous êtes les fils de la France qui a toujours veillé sur vous, aujourd'hui, puisque nous n'avons pu vous faire crever en vous exploitant, vous donnerez votre peau pour votre mère patrie (assassins que vous êtes). maine.

La Préparation du Congrès chez Bloch (Courbevoie)

Un regrettable retard dans sa transmission nous oblige à ajourner cet article au prochain numéro.

un syndicat ?



Le syndicat est transformé en une vulgaire association mutuelle où l'on additionne les jours de vacances et les services rendus.

Même de ce point de vue, le résultat est médiocre, car les « réalisations » en régime capitaliste ne peuvent profiter qu'à une minorité de syndiqués ou de membres de leur famille.

Seulement, ces « réalisations » ont eu aussi quelques résultats appréciables pour quelques dirigeants du syndicat. Dans le bilan, il y a un compte intitulé : effort financier du Syndicat pour le fonctionnement de Vouzeron. Ça signifie un déficit de plus de 320.000 francs. On approuve les gestionnaires. Pourtant, il y a une petite histoire sur laquelle les syndiqués auraient besoin de quelques explications. La société « La Maison Métallurgiste », organisée par le syndicat et propriétaire de Vouzeron, est assignée aux prud'hommes par deux membres du syndicat, choisis par l'appareil pour travailler à Vouzeron. Le fait que le choix des Timbaut, Doury... se soit porté un instant sur eux n'est pas pour nous une référence ; ce sont les faits qu'ils dénoncent que nous tenons à relever.

Dans un tract distribué aux métallos de la région parisienne, ils déclarent :

« Des responsables, par leur incompétence manifeste, et leur mauvais vouloir, ont toléré le gaspillage de marchandises. Sur le plan financier, des dépenses abusives ont été faites pour l'aménagement de l'appartement destiné à Huret, ancien directeur, et s'élevant à 10.000 francs.

(Notons en passant, qu'un homme se détachait tous les jours pour lui porter son lait et son charbon) « aux frais de la colonie ».

On a effectué une deuxième dépense s'élevant à 10.000 francs pour aménager l'appartement de Guy, directeur responsable du château. »

« Il est à remarquer que des camarades travaillaient 13, 14 et 15 heures par jour durant toute la saison, sans un jour de repos.

Nous devons également ajouter que l'on payait des jeunes filles du pays 250 francs par mois, pour un travail de 15 heures par jour ;

Chez Rosengart (Porte Maillot)

Elections des délégués et revendications

Le renouvellement des délégués d'ateliers, qui doit avoir lieu mardi 21, est mis à profit par le « syndicat indépendant », plus indépendant des ouvriers que de Rosengart — pour opposer ses candidats à ceux de la section syndicale (C.G.T.) et faire ainsi une propagande ouverte contre l'organisation syndicale ouvrière et prendre pied dans l'usine, dans le but de démoraliser les travailleurs, et les livrer désarmés, comme avant juin 36, à l'arbitraire patronal.

Le résultat lamentable de la dernière grève et l'absence de démocratie dans les consultations sert d'argument aux jaunes pour s'élever contre les grèves et réclamer la démocratie. Le syndicat indépendant réclame également le respect des conventions et des avantages acquis comme toutes organisations du Front populaire et, comme elles, il évite de faire connaître et surtout d'indiquer les moyens pour conserver ces avantages — qui sont sérieusement effrités. Si, il y a un moyen : la collaboration entre ouvriers et patrons et des délégations qui resteraient, comme les précédentes aussi vaines que nombreuses.



Cette lutte du syndicat indépendant est axée pour semer la panique dans les rangs des syndiqués de la C.G.T., car il sait, et les dernières grèves l'ont encore démontré, que les travailleurs réunis nombreux sur la base de leur usine dans une organisation corporative, sont une menace permanente contre les bénéfices des exploités ; les syndiqués pouvant, par leur nombre, leurs forces et leur dynamisme, briser le frein que constitue l'actuelle bureaucratie syndicale qui, elle aussi, comme les Doriot, La Rocque, Reynaud, Daladier, Blum, Thorez, s'oppose à l'action directe et coordonnée des travailleurs, au nom de la « Paix sociale », de la « Défense nationale », et autres calembredaines patriotiques rélisant l'union sacrée pour la défense de la propriété capitaliste.

que l'on payait des laveuses 1 fr. 90 de l'heure; cela provenait du Directeur qui se vantait de trouver la main-d'œuvre à bon marché.

La réputation du syndicat a subi les conséquences des fâcheuses répercussions que cette exploitation éhontée et que de pareils propos ont provoqués, parmi les paysans du village, déjà réfractaires à l'idée syndicale. »

Des scandales de ce genre, dira-t-on, prouvent qu'il y avait quelques hommes malhonnêtes. Mais le syndicat, sa direction, ne sont pas en cause. Lisons plus loin :

« ... se souvenant que nous étions du même parti politique que vos dirigeants syndicaux, nous avons demandé à être entendus contradictoirement avec Timbaut. Celui-ci s'est toujours dérobé, et en désespoir de cause, nous avons demandé une commission de conits au Parti communiste (région Paris-Ville).

La Commission des Conflits

que nous avons demandée pour être entendus, a eu lieu il y a un mois et demi à la région de Paris-Ville, en présence de Bossus, représentant le P. C. Doury, Timbaut, et nous-mêmes, le camarade gestionnaire expliqua la situation en général ; à aucun moment, il ne fut répondu aux faits. La seule réponse fut des insultes à son égard : « tu es un mauvais gestionnaire ». Devant cette accusation, mensongère, le camarade accusé a voulu apporter point par point des explications et surtout des chiffres pour prouver son honnêteté et sa bonne gestion, à quoi Doury répondit : « cela ne te regarde pas, d'après l'expert-comptable, l'affaire de Vouzeron nous coûte 300.000 fr. ».

C'est donc une clique bureaucratique qui couvre les abus et les malpropretés de quelques-uns des siens. Il n'y a plus de morale révolutionnaire ; il n'y a plus même de la simple morale du militant ouvrier soucieux des sous des travailleurs ; il n'y a plus que la mentalité de bourgeois propriétaires et exploités.

Voilà ce que prouve le bilan du Syndicat et de ses réalisations.

Aux métallos de réaliser un énergique coup de balai.

Si nous revenons à l'usine Rosengart, nous constatons que les ouvriers et ouvrières des équipes de montage des châssis (mécanique) continuent de travailler dans une atmosphère viciée par les fumées dégagées des quatre postes de soudure électrique ; qu'elle sol — terre battue — est non seulement encombré par les différentes pièces mécaniques, mais encore par les débris accumulés toute une semaine par l'absence de balayage journalier.

Il faut donc exiger : 1) que ce balayage hebdomadaire, effectué par les spécialisés le vendredi de 4 heures 1/2 à 5 heures, — demi-heure qui ne les dispense pas d'effectuer leur norme journalière — se transforme en balayage journalier effectué par un balayeur ; ainsi, un chômeur pourra être embauché ; 2) que des ventilateurs avec conduites d'évacuation soient installés.

Pour que ces revendications soient réalisées, il faut les lier à celles de toute l'usine et appeler l'ensemble des travailleurs au sein de leurs assemblées à se prononcer en leur faveur, et montrer leur volonté de les faire aboutir par tous les moyens.

Nul doute que si ces revendications avaient été liées pendant la récente grève à celles de rajustement de salaires, ces revendications ne seraient plus à affirmer.

Dans cet atelier de montage, les manœuvres ont un salaire de beaucoup inférieur à celui des spécialisés. Cette injustice soulève une légitime et générale indignation. Il faudrait donc exiger de la direction un rajustement de ces salaires, sans que les spécialistes en soient diminués.

Ce serait, semble-t-il, la solution la plus simple et la plus humaine : ce ne sont pas les spécialistes qui gagnent trop, mais bien les manœuvres qui ne gagnent pas assez.

Hélas ! le trésorier de la sous-section syndicale (stalinien notoire) proposa qu'un prélèvement de deux sous soit perçu sur es spécialisés en faveur des manœuvres.

Solution qui ne peut être profitable qu'au patronat, qui ne prélèverait rien sur ses bénéfices pendant que les travailleurs ne partageraient que leur misère. Au patronat de payer les augmentations de salaires,, et préparons dans cette lutte son expropriation.

La " Vérité "

Le numéro 2 de « LA VERITE » est paru. Nous en rappelons le sommaire :

Il sera en vente dans les kiosques à partir de samedi. Les groupes de province l'ont reçu. Les camarades qui le désirent peuvent passer le prendre au Siège (Permanence : 36, rue du Château-d'Eau, de 19 à 20 h.).

Le numéro 2 est particulièrement, comme on le voit par le sommaire, réservé aux questions internationales.

Les militants de toutes les organisations d'avant-garde se feront un devoir de connaître, en le lisant, la documentation importante que « LA VERITE » contient.

Editorial : Devant un parti centriste, nouvel obstacle à la IV^e Internationale.

Jeanne Martin : Léon.

L. Trotsky : Léon Sedoff. Le fils, l'ami, le militant.

Marc Laurent : L'impérialisme japonais.

L. Trotsky : Le bilan du procès de Moscou.

Emiliano Vigo : Espagne, mai 1936 - janvier 1938.

COMMISSION DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE DU P.C.I. :

- a) Un monument stalinien : « Espionnage en pagne ».
- b) Projet de thèse sur le Mexique .
- c) Les bolcheviks-léninistes chinois devant le problème de la guerre.
- d) Le R.S.A.P. (de Hollande) et le Secrétariat International pour la IV^e Internationale.
- e) Etats-Unis : La formation du Socialist Workers Party.
- f) Réponse de L. Trotsky à la question de la Commission d'enquête sur le procès de Moscou : « Que feriez-vous en cas de guerre ? »

BATIR LE PARTI.

Morgat : Coups d'œil sur quelques revues.

HISTOIRE ET DOCTRINE :

L. Trotsky : 90 années de « Manifeste Communiste ».

Contrôle ouvrier sur les entreprises capitalistes !

Contre les dividendes patronaux réclamons le contrôle ouvrier

L'USINE, grand hebdomadaire bourgeois, jette un cri d'alarme sur les surcharges nouvelles de l'industrie : augmentation des impôts, des assurances. Comment voulez-vous que résiste l'industrie ? se lamentent-ils : après le bouleversement de juin 36, la situation de notre pays présente des signes d'amélioration (me nos bénéfices grossissent), à condition, bien entendu que disparaissent les effets de ce bouleversement (semaine de 40 heures et autres avantages ouvriers).

Et puisque l'heure est aux lamentations, nous devons pleurer sur les pauvres actionnaires de la Société Hotchkiss, qui ne toucheront pas de dividendes cette année, les dix millions en réserve de bénéfices étant reportés sur l'exercice prochain, à cause de cette nationalisation qui n'a permis de réaliser qu'un million 200.000 francs de bénéfices nets pour l'année 1937 :

« Ainsi, les actionnaires de la Société Hotchkiss, autre jadis prospère, ont vu leur patrimoine gravement atteint par la nationalisation. Et de cette nationalisation personne n'a profité, ni la collectivité, ni l'Etat ni les « travailleurs »... »

L'air liquide

« L'Assemblée tenue le 13 juin 1938, sous la présidence de M. F. Delorme, président du Conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1937 faisant ressortir un bénéfice net de 55.811.474 fr. 68.

Le dividende, fixé à 32 fr. 50 par action et 121 fr. 745 par part bénéficiaire est payable depuis le 14 juin 1938 à raison net de :

(Bilan publié dans le « Journal des Finances » du 17 juin.)

Coty S. A.

L'Assemblée, tenue le 14 juin, sous la présidence de M. Greisalmier, a approuvé les comptes de 1937 se soldant par un bénéfice de 12.502.992 fr. contre 12.441.780 fr. en 1936.

Elle a décidé d'affecter à la « Réserve générale » la somme de 81.700 fr. portée au bilan sous la rubrique « Imputations à ratifier », le compte « Réserve générale » s'élevant ainsi à 11.772.667 fr. 33.

Elle a approuvé le projet de répartition des bénéfices proposé par le Conseil d'administration et décidé que ces bénéfices (y compris ceux s'élevant à 529.592 fr. 47 provenant du report des exercices précédents) seront répartis comme suit : Aux actions, à titre de premier dividende statutaire de 6 % : 3.600.000 francs ; Au Conseil : 540.180 fr. ; Aux actions, à titre de dividende complémentaire : 8.400.000 fr. ; Au report à nouveau : 592.404 francs 47.

Le dividende, fixé à 20 fr. brut par action sera payable à une date qui sera ultérieurement désignée par le Conseil.

(Renseignements publiés dans le « Journal des Finances » du 17-6-38.)

Malgré le cri d'alarme de « l'Usine » nous continuons à rester optimistes sur le sort de notre industrie nationale quand nous lisons les résultats de la Société Coty dont les 12 millions et demi de bénéfices, en augmentation sur 1936, seront sagement et équitablement répartis, en dividendes statutaires et complémentaires, tout en ajoutant le demi-million pour parer à toute éventualité, à la réserve générale de près de 12 millions également. Nous ignorons, mais nous croyons deviner que les travailleurs de chez Coty n'ont pas en réserve de telles poires pour la soif.

Toutes les autres assemblées générales des grosses et des petites sociétés sont convoquées pour approuver des comptes du même ordre. Nul doute que les actionnaires de Poliet et Chausson approuveront des comptes qui font ressortir 3 millions 600.000 francs de bénéfices, somme égale au bénéfice de l'année 1936, bien que les impôts aient doublé, les frais généraux soient en augmentation (à cause, nul n'en doute, de ces misérables exigences des travailleurs) et que l'on ait pu ouvrir un petit compte de « provisions » où il a été possible de garer 4 petits millions 1/2.

Poliet et Chausson

Les comptes de 1937 se soldent par des résultats bruts d'exploitation de 55.472.733 fr., contre 42.906.122 fr., qui laissent, après déduction des frais généraux (17.056.110 fr. contre 15.371.246 fr.) et des impôts (14.551.972 fr.

contre 7.066.329 fr.), un bénéfice brut de 25 millions 114.873 fr. contre 21.481.581 fr. Après prélèvement des amortissements industriels, 17.066.450 fr. contre 17.861.116 fr. et d'une somme de 4.418.702 fr. affectée aux provisions, le bénéfice net est de 3.629.720 fr., sensiblement égal à celui de l'an dernier.

Le Conseil proposera à l'Assemblée convoquée pour le jeudi 30 juin 1938, à 11 heures, à Paris, 19, rue Blanche, la distribution d'un dividende brut de 15 fr. par action, égal au précédent.

(Bilan extrait du « Journal des Finances » du 13 juin 1938.)

C'est en effet l'époque de la publication des comptes des sociétés. Les comptables ont fini de triturer les chiffres pour leur donner une figure digne d'intérêt ; ni trop volumineux pour éviter l'exigence du fisc et de l'actionnaire moyen, ni trop faibles pour ne pas donner une impression fâcheuse sur le marché.

Les ouvriers qui ont, seuls, produit toutes ces richesses, se désintéressent pour la plupart de ces histoires compliquées et fumeuses à souhait. Tous ces dividendes qui sont le produit direct de leur plein, les laissent indifférents. Depuis des siècles,

on leur explique que, pour que la France soit riche, il est indispensable que les actions soient au plus haut cours, que les coffres-forts soient bien pleins, que le taux des dividendes soit suffisamment élevé.

Ils savent fort bien qu'ils sont spoliés, mais ces publications insolentes du vol réusé sur leur dos ne les étonnent pas.

En juin 1936, ils ont senti leur force, ils ont compris qu'ils n'avaient nul besoin de toute la tourbe de parasites porteurs d'actions pour faire marcher les machines, mais ils n'ont peut-être pas réalisé le degré de panique qu'ils ont semé dans toutes les cliques dirigeantes de ces firmes. Ils tremblent encore du « bouleversement », comme ils disent, de juin 1936. Ils ont trouvé, à temps, les hommes nécessaires pour arrêter l'explosion, ils ont trouvé un Blum pour conseiller la « pause ». Ils ont trouvé un Thorez pour apprendre « comment on doit savoir terminer une grève » ; ils ont réussi à empêcher le développement du mot d'ordre le plus dangereux, celui dont l'application donnerait aux ouvriers la preuve immédiate de leur exploitation :

LE CONTROLE OUVRIER !

L'usine s'avance vers le champ !

AU cours des années 1936-1937, et dans les premiers mois de 1938, il nous fut donné de procéder à une enquête sur la situation économique des diverses couches de la paysannerie dans les différentes régions de ce pays, et des répercussions de la politique agricole suivie par les Gouvernements de Front populaire sur ces différentes situations.

Il ne s'agit pas là d'une enquête officielle, ni d'un essai de statistique même officieuse, mais d'une série de sondages et de recoupements permettant de contrôler les affirmations officielles, et d'éprouver dans la mesure du possible la portée des mots d'ordre que la propagande stalinienne émet en série à l'usage des paysans. Nous poursuivons à l'heure actuelle cette enquête et tenons à la disposition des camarades désireux de nous aider dans cette besogne les formulaires et les indications nécessaires.

Il nous a paru intéressant de donner aujourd'hui un extrait de cette enquête et de tracer comparativement à la situation des travailleurs de l'usine ou du magasin la situation réelle de paysans pauvres qui, à moins de 50 km. de la capitale, vivent tant bien que mal et plutôt mal que bien, sont exploités comme eux et doivent s'unir à eux pour une lutte commune contre l'Etat et ses impôts, contre le grand propriétaire foncier, contre la bourgeoisie dominante.

La région considérée est la partie ouest de la Seine-et-Oise (Plaisir-Grignon - Villepreux).

La concentration agraire s'est opérée par remembrement capitaliste du sol. On trouve de grands propriétaires et de grands fermiers exploités. R... : 190 hectares, occupe 10 salariés et vend 1.250 quintaux de blé par an ; S..., sur 172 hectares, emploie 12 salariés, produit 1.100 quintaux ; Cr... détient 100 Ha. et produit avec 11 salariés 1.000 quintaux de blé. Cette caste agraire et fasciste combat le Front populaire, mais profite à plein du mot d'ordre stalinien : Revalorisation du blé.

Trente francs de majoration au quintal pour qui vend mille quintaux et plus, c'est trente mille francs de plus dans le portefeuille, dont une partie subventionne la propagande fasciste.

Mais l'ouvrier agricole, aux dernières louées de Beauce, était embauché à raison de 3.000 francs pour 8 mois !

Mais le fermier moyen vend seulement 100 quintaux de blé par an, et le paysan pauvre n'en vend pas !

L'augmentation du salaire de l'ouvrier agricole, la réduction des charges qui écrasent le paysan pauvre (charges fiscales, intérêts usuraires, rente foncière), améliorerait leur condition respective plus que ne le fait la revalorisation des produits agricoles et supprimerait tout prétexte à la hausse du prix du pain, du lait, du beurre, de l'alimentation en général.

Le contrôle ouvrier et paysan sur les entreprises de stockage et de transformation des produits agricoles (laiteries, sucreries, etc...) compléterait ce qui précède.

Nous avons établi le budget exact de huit exploitations, petites et moyennes, de la région, exploitées en fermage et en avons, par recoupement, tiré cette monographie-type.

La ferme comprend : la maison d'habitation, les

bâtiments et 20 hectares de terre de seconde qualité, moyennant un loyer annuel de 7.000 francs en espèces (ou 40 quintaux de blé pour le bail en nature).

Les instruments et matériel divers, acquis antérieurement aux hausses de ces dernières années (valeur 20.000 francs) et le cheptel vif (10 vaches, 6 porcs, 2 chevaux : 30.000 francs), soit un capital engagé de 50.000 francs pour lequel le fermier a dû emprunter, d'une part, au crédit agricole, d'autre part, à différents prêteurs, d'où obligation d'un intérêt annuel de 3.000 francs.

Le père, la mère, un enfant de 16 ans et un vieillard composent la famille, toute entière occupée à l'exploitation. Main-d'œuvre salariée : un homme à tout faire : 6.000 francs par an.

Recettes annuelles

100 quintaux de blé à 150 fr. : 15.000 francs ; 2.000 kg. pommes de terre à 50 fr. les 100 kg : 1.000 francs ; 6 veaux de lait : 3.600 fr. ; 5 porcs et porcelets : 2.500 fr. ; 6.000 litres de lait à 1 fr. (prix moyen payé par le trust : 0 fr. 70) : 6.000 francs ; 300 kg. beurre fermier vendu 20 francs le kg. : 6.000 francs ; produits de basse-cour : 3.000 francs. Total des recettes : 37.000 fr.

Dépenses

Loyer : 7.000 fr. ; intérêts : 3.000 fr. ; salaire payé : 6.000 fr. ; entretien des bâtiments, outillage, clôtures et fossés : 2.500 fr. ; impôts directs : 700 fr. ; assurances : 600 fr. ; semences, engrais et reproducteurs : 7.300 fr. Au total : 27.100 francs.

Gain réel annuel de la famille paysanne :
37.000 — 27.100 = 9.900 francs.

Quatre observations s'imposent :

1° Dans les contrées de métayage et selon les usages locaux en vigueur, la même exploitation donnerait respectivement au propriétaire foncier et au métayer : a) 16.500 et 20.000 fr. de recettes ; b) 7.000 et 10.000 fr. de dépenses. Soit gain de 9.500 fr. pour le propriétaire et salaire réel de 10.500 fr. pour la famille paysanne.

En tenant compte que le propriétaire oisif qui possède une dizaine de métairies — certains en possèdent 40 et 50 — voit son gain réel multiplié d'autant, alors que le salaire du paysan pauvre travaillant effectivement ne varie pas.

2° La revalorisation des produits agricoles, en l'occurrence le blé, a en réalité, dans le cas des fermages en nature, augmenté la rente payée par le paysan travailleur au propriétaire oisif.

3° L'action de classe engagée par les ouvriers et les paysans unis pourrait imposer une réduction effective du loyer, des intérêts usuraires, du coût des semences et engrais.

4° Le coût de la vie dans la région considérée est aussi élevé qu'à Paris, parfois plus, et le paysan travailleur est tributaire du commerce de détail dans la plupart de ses besoins.

Action unie du prolétariat et des paysans pauvres groupés dans chaque village en Conseil paysan pour imposer une augmentation réelle des salaires et des conditions de vie, une diminution réelle des charges écrasantes, une action réelle contre les fauteurs de vie chère, un contrôle réel sur les entreprises qui râflent, agiotent et pillent, y compris les banques agricoles et les usuriers, est la voie qu'il faut ouvrir, malgré les résistances... et la base même d'une politique révolutionnaire au village.

Pour le développement de l'opposition révolutionnaire dans la C.G.T.

Il n'y a qu'une quinzaine que s'est tenue l'assemblée convoquée par les camarades de « l'École Emancipée », il n'y a qu'une quinzaine qu'a été décidée la constitution d'une opposition révolutionnaire dans la C.G.T. par un bloc sur quelques points des différents opposants et oppositions révolutionnaires.

Cette décision a été, comme de juste, tenue ignorée des travailleurs, y compris par des organes dit d'avant-garde comme « la Révolution prolétarienne » ou « le Libéraire ». Ces journaux ont préféré faire beaucoup de bruit autour de la conférence du « Centre syndical d'action contre la guerre » où Dumoulin et Chambelland remplissent une fois de plus le rôle d'opposants de sa majesté Jouhaux. Cela rentre tout à fait dans la ligne défendue par « le Libéraire » d'un bloc avec les plus fiefés des réformistes pour sauver la pureté et l'indépendance du syndicalisme français...

Nous devons également déplorer que « le Réveil syndicaliste » n'ait pas accordé plus de place, plus d'importance à la conférence organisée par « l'École Emancipée » et à laquelle participa le « Cercle Lutte de Classes ». Il n'y a pas de véritable démocratie ouvrière là où il n'y a pas une information aussi complète que possible, pour que les adhérents aient la possibilité de juger, de se prononcer, de décider en connaissance de cause. Parce qu'un événement comme la constitution d'une opposition révolutionnaire est tenue cachée par tous ses adversaires, il était nécessaire d'exposer largement ce qu'avait été cette conférence et quelles en étaient les décisions.

Maintenant, chacun de nous doit y apporter sa contribution la plus grande. La faire connaître, pénétrer dans la plus grande partie des syndicats et des entreprises, grouper immédiatement les sympathisants, se fixer des objectifs par fédérations, par syndicats, combattre la pseudo-opposition du Centre syndical d'action contre la guerre, c'est cela qu'il faut aborder sans tarder. Les « vacances » ne seront pas forcément sans remous, l'automne et l'hiver seront certainement remplis de conflits ; c'est pour ces luttes que l'opposition doit s'organiser, ce sont ces luttes qu'elle doit préparer. Il a fallu déjà bien du temps pour que le rapprochement des révolutionnaires s'effectue, il n'y a que trop de raisons pour ne plus perdre de temps.



« La Commune »

Lyon : Gare et 40 kiosques, librairies.
Marseille : kiosque de la Bourse du Travail et rue Honorat, à côté de la Poste, allée Gambetta, place d'Aix, Gare de l'Est, place Sadi-Carnot, place Jean-Jaurès, Blancarde, Capelle, Abattoirs, 123 boul. Bailli, etc...
Avignon : kiosque Domengue.
Agen : kiosque Caujolle.
Le Havre : gare automobile, Hôtel de Ville, place Gambetta, Rond-Point.
Grenoble : Tabac-journaux, 149, cours Bernat.
Bordeaux : kiosque, 33, cours Victor-Hugo, et nombreux kiosques.
Poitiers : « La Civette », tabac, place d'Armes.
Toulouse : kiosque Maylin, allées J.-Jaurès.
Saint-Claude : dépôt Hachette, rue du Pré.
Lille : gare et nombreux dépôts.
Auxerre : gare et nombreux dépôts.
Aix : gare et nombreux dépôts.
Périgueux : gare et nombreux dépôts.
Toulon : gare et nombreux dépôts.
La Rochelle : gare et dépôts.
Strasbourg : gare et place du Corbeau.

Le sort de ceux qui sont rejetés pour toujours de la production

Chômeurs, c'est la catégorie des travailleurs qui a été totalement abandonnée. Elle a servi, dans la région parisienne notamment, de clientèle électorale. Mais on ne leur a rien donné d'autre que des discours.

L'allocation de chômage, on l'a augmentée de quelques francs, mais elle ne vaut pratiquement qu'un peu plus de la moitié de ce que l'on touchait avant juin 1936. Du travail, il n'est presque plus question d'en obtenir, la crise — qui n'avait pas disparu d'ailleurs — reprenant à nouveau.

Les brimades administratives (délai de résidence, pointage éloigné — et fréquent, vérifications tracassières) n'ont pas disparu, mais se sont même souvent accrues. Maintenant, c'est l'été, on a passé l'hiver sans avoir reçu autant de charbon que l'année précédente. Et qu'aura-t-on pour l'hiver qui vient ?

Le résultat : il diminue beaucoup le nombre des chômeurs... par les décès. On nous

signale un cas particulièrement tragique à Argenteuil, d'une famille depuis longtemps en chômage. La mère est morte voici dix mois ; le père vient de mourir ; il reste un fils qui n'est plus au chômage parce qu'il a encore bien des mois à passer sous l'uniforme de l'armée capitaliste.

Les chômeurs ont été trompés par ceux qui les dirigeaient. Ceux-ci les ont finalement placés sous la tutelle de l'Union des Syndicats. Il n'y a plus désormais de mouvement de lutte des chômeurs, la C.G.T. l'étouffe.

Cela ne peut pas durer. L'hiver viendra bien vite, le nombre des chômeurs va grandir ; combien de licenciés le seront pour toujours de la sphère de production. Il faut préparer, regrouper les chômeurs dans un mouvement revendicatif, combatif, un mouvement lié aux travailleurs exploités dans les entreprises pour renverser un régime basé sur le profit.

La « pause » continue pour les fonctionnaires et services publics

Une fois de plus, le Front populaire a trompé les travailleurs de l'Etat et des Services Publics. Le 17 juin, le gouvernement Daladier, en lisant le décret de clôture du Parlement, renvoyait aux calendes grecques l'augmentation des traitements des fonctionnaires.

Le Parti Communiste Français a beau ergoter qu'il est le seul défenseur des exploités de l'Etat ; il n'en demeure pas moins vrai que toute son activité s'est basée uniquement sur le plan parlementaire où il savait ne rien obtenir. Ce n'est pas par des résolutions et des amendements que le gouvernement capitaliste sera contraint de donner satisfaction aux fonctionnaires et que les riches payeront ; mais par l'action, car c'est une question de force entre les exploités et les exploités.

Le tract aux fonctionnaires du Parti Communiste Français, relatant les diverses tractations qu'il y eut à la Chambre des Députés et où il s'est fait le champion du parlementarisme démontre suffisamment la trahison de ce Parti.

Dans ce tract, aucun appel n'est fait en faveur de l'action directe des travailleurs de l'Etat contre leur gouvernement-patron ; vérifiant ainsi nos affirmations que ce Parti a définitivement abandonné le programme communiste, qui consiste à renverser par la violence le régime d'exploitation capitaliste pour instaurer le pouvoir des Soviets.

Il y a déjà une semaine d'écoulée depuis le décret de clôture des Chambres et les dirigeants des Fédérations de fonctionnaires n'ont pas encore pris position. Il apparaît nettement que les bonzes syndicaux réformistes et stalinien ne se soucient pas de la préparation de la grève, qui serait contraire aux intérêts de la démocratie bourgeoise.

Depuis l'avènement du Front populaire au pouvoir (1936), la C.G.T. et toutes ses Fédérations syndicales freinèrent le mouvement ouvrier, empêchèrent la lutte pour les revendications et, maintenant encore, sous prétexte de ne pas faire le lit du fascisme, il faut continuer la « pause » afin que Daladier puisse renforcer la défense nationale.

Malgré que les Fédérations de fonctionnaires ne préparent pas la lutte et que le bureau de la région parisienne du Syndicat des Employés des P.T.T. ayant comme Secrétaire un élu stalinien, prie les camarades de base d'attendre patiemment les mots d'ordre des sommets ; les fonctionnaires doivent envisager et organiser eux-mêmes la grève générale.

Sans perdre un instant ils créeront leur direction de combat, les « Conseils d'entreprises » se liant étroitement entre eux ; c'est la seule voie pour vaincre.

Des Licenciements

Il fallait s'y attendre, le gouvernement des décrets-lois entend probablement résorber le chômage par des licenciements de personnel.

Après avoir fait la « pause » sur l'ordre des bonzes syndicaux, nos camarades auxiliaires vont apprécier amèrement les fruits de la trahison des dirigeants de la C.G.T. ; du Parti socialiste et du Parti communiste français qui favorisèrent l'offensive patronale en freinant la lutte pour les revendications et ainsi permirent à Mandel de faire à nouveau son apparition au pouvoir.

La titularisation de toutes les auxiliaires n'étant pas obtenue par suite de la carence des organisations syndicales, l'administration se prépare dès maintenant à licencier un grand nombre d'auxiliaires.

Nous avons appris récemment que des unités auxiliaires de Paris seraient renvoyées pour le 1^{er} juin ; par exemple de la Recette Principale, rue du Louvre, de la Bourse et des Centraux du 14^e et du 15^e.

D'autre part, il est à redouter que de prochains décrets menacent de licencier vers le 1^{er} octobre des boulistes femmes du Central et de la Bourse.

Ainsi de nombreuses personnes ayant plusieurs années de service et de tous âges seraient sur le pavé, sans métier, sans ressources.

et dans les dépôts de : Valentigney, Rion-des-Landes, Saint-Sever, Oullins, Villeurbanne, Saint-Etienne, Nouzonville, Ucel, Vals-les-Bains, Metz, Antibes, Hyères, Arcachon, Saint-Julien-en-Jarcey



Bulletin d'Abonnement

Nom et prénom

Adresse

souscrit un { 3 mois 8 fr.
 Abonnement de { 6 mois 15 fr.
 1 an 30 fr.

et adresse le montant au compte postal
 Brausch 1773-07, Paris

Les problèmes de construction de la IV^e Internationale

UN des problèmes les plus importants du moment actuel, se trouvant à la base du document « L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale » est de comprendre la juste analyse de la situation, de ses caractéristiques particulières, encadrées dans la situation internationale, sur un programme d'action.

D'une juste interprétation du caractère transitoire de la situation, d'un examen de ses caractéristiques économiques-politiques, dépend la détermination d'une orientation révolutionnaire, d'une ligne politique, d'une perspective de la révolution socialiste.

La tâche d'un parti révolutionnaire en période transitoire consiste à aider l'évolution des masses, pour les faire passer à un degré supérieur de lutte. Il faut savoir partir d'un programme « minimum » de transition, de lutte et des revendications quotidiennes, pour lier celui-ci au programme « maximum » de la révolution, de la conquête du pouvoir, seule condition de sortir de la crise du capitalisme.

Il ne peut exister une séparation de lutte entre les revendications partielles de la période transitoire et la lutte pour le pouvoir d'une période révolutionnaire. Invariablement, l'une conduit à l'autre...

Entreprendre la lutte pour la mobilisation des grandes masses autour de ce programme « minimum » suppose la préparation d'une agitation révolutionnaire dans les couches les plus profondes de la classe ouvrière et des paysans pauvres.

Il faut constituer dans chaque usine les comités d'embauche, contre les licenciements, pour mettre en fonction le contrôle ouvrier.

« Les soviets partout » est le mot d'ordre qui doit être placé au centre de notre agitaoin.

Ce sont ces organes nouveaux des ouvriers, des paysans et des soldats, de la véritable démocratie prolétarienne révolutionnaire qui comprendront qu'au fascisme il faut opposer les milices ouvrières, l'armement général du prolétariat.

La lutte contre la guerre impérialiste constitue une revendication intéressant toute la classe ouvrière ; elle doit donc former l'axe de notre lutte, actuellement, dans la voie de la lutte pour le pouvoir.

La lutte pour le pouvoir est un problème très sérieux qui ne peut pas être compris par les centristes.

Le problème du pouvoir, pour un parti révolutionnaire, constitue pour ainsi dire la pierre angulaire de tous les autres problèmes...

Préparer le soulèvement armé de la classe ouvrière et des paysans pauvres contre la bourgeoisie, conduire l'insurrection au moment venu avec fermeté et avec toutes les conséquences d'une guerre civile, porter la désagrégation dans l'armée de la république et le passage des soldats aux côtés de la révolution, paralyser les mouvements de la contre-révolution par une action d'offensive foudroyante, en se fixant comme objectif la démolition de tout le machinisme et de tout l'engrenage de l'Etat ; s'emparer du pouvoir, à travers les nouveaux organes, les Soviets de ouvriers, des paysans et des soldats, etc... on comprend que seul un parti révolutionnaire, construit pour cette tâche, s'appuyant sur les principes du marxisme-léninisme de la révolution d'Octobre, des quatre premiers Congrès de l'I.C., peut conduire une lutte de cette importance, capable d'assurer la victoire de la révolution socialiste. Il est clair que, pour qu'un parti puisse réaliser ces tâches, il doit posséder les cadres nécessaires, formés dans la lutte, trempés dans le feu de la lutte de classe contre classe et exercés à tous les problèmes de la guerre civile...

Et ceci n'est pas facile, ni pour les pivertistes, qui fondent un parti malgré eux, ni pour les autres « révolutionnaires » de ce genre...

Nous ne parlons pas des partis socialiste et communiste, qui sont passés de l'autre côté de la barricade et qui sont les agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier.

Pour conduire la classe ouvrière dans cette voie, le parti existe-t-il ? se construit-il ? quelles sont ses prémisses de succès ?

C'est ce problème fondamental que nous avons abordé dans le précédent article de « La Commune » et que nous continuerons jusqu'à sa solution.

Une situation révolutionnaire, la plus favorable même, n'est pas suffisante pour poser la question du pouvoir, pour le conquérir et le maintenir...

Si les deux facteurs principaux manquent : la classe ouvrière préparée en alliance avec les paysans pauvres, et une direction révolutionnaire, parler de pouvoir signifie bavardage petit-bourgeois, contre-révolutionnaire.

Pour conquérir la confiance des grandes masses, préparer la conscience de la classe ouvrière et tous les autres facteurs, à la lutte pour le pouvoir, on comprend que ceci ne peut pas être fait avec une improvisation « magique » tendant à maintenir la scission des B.-L., tandis que de leur

unité dépendent les prémisses fondamentales de la construction du parti de la révolution.

A MOINS QUE LE P.O.I. NE PRETENDRE REMPLIR CETTE FONCTION INDEPENDAMMENT DE TOUS LES PROBLEMES ABORDES PAR NOUS...

Combien de temps durera cette période transitoire ?... Personne ne peut le dire avec sûreté.

Objectivement, on peut affirmer que la situation pour la révolution socialiste est mûre, « pourrie », comme il est dit dans le document de la IV^e Internationale : « L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale ». Mais ce qui manque est le facteur subjectif : le parti !

« Le principal obstacle dans la voie de la transformation de la situation pré-révolutionnaire en situation révolutionnaire, c'est le caractère opportuniste de la direction prolétarienne, sa couardise petite-bourgeoise devant la grande bourgeoisie, le lien traître qu'elle maintient avec celle-ci, même dans son agonie. »

Si l'on tient compte de cette situation, on comprend l'importance de la tâche pour construire l'instrument de direction révolutionnaire : le parti, contre les vieilles directions, dans lesquelles les grandes masses de la classe ouvrière ont encore confiance...

Ce serait une erreur anti-marxiste que de croire que, sans un parti révolutionnaire, la décomposition « inévitable » du capitalisme doit apporter mécaniquement la désagrégation du stalinisme, du réformisme social-démocratique et des autres courants opportunistes dans le mouvement ouvrier.

On peut dire qu'il existe encore de ces « survivances » ultra-gauchistes et bordiguistes dans les rangs mêmes B.-L., où elles trouvent l'aliment pour vivre tranquillement... en pensant que les événements formeront le parti...

La décomposition de la social-démocratie et du stalinisme, par le manque d'un parti révolutionnaire de classe, profitent à d'autres tendances opportunistes, comme on peut le vérifier aujourd'hui en France, avec le centrisme pivertiste.

La constitution du P.S.O.P. constitue actuellement un processus en formation très profond des masses prolétariennes. Si d'un côté on vérifie une évolution de la conscience des masses, une « radicalisation de la classe ouvrière », en même temps et par la politique les vieux partis et des partis centristes, pivertistes, etc..., la formation du P.S.O.P. en majorité de prolétaires « aristo-

crates » constitue le plus grand obstacle pour les masses, qui doivent trouver la voie ouverte de la IV^e Internationale.

Ce phénomène du centrisme n'est pas nouveau, il s'est présenté dans d'autres pays, notamment en Italie, Allemagne, Espagne, etc..., jouant un rôle réactionnaire de premier ordre.

LE BARRAGE AU CENTRISME MONTANT EN FRANCE ET A LA DECOMPOSITION DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE ET DU STALINISME DOIT ETRE OPPOSE AUJOURD'HUI ET NON DEMAIN : C'EST LE PARTI « UNIQUE » DES BOLCHEVIKS-LÉNINISTES, SECTION DE LA IV^e INTERNATIONALE.

Ne pas comprendre le problème du parti de cette façon signifie, il est inutile de le dire, faire involontairement le jeu de la contre-révolution qui menace... A ce propos, voici une citation fort intéressante : « Regarder face à face la réalité ; ne pas chercher la ligne de moindre résistance ; appeler les choses par leur nom ; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit ; ne pas craindre les obstacles ; être fidèle dans les petites choses comme dans les grandes ; prendre appui sur la logique de la lutte de classes ; oser, quand vient l'heure de l'action, — telles sont les règles de la IV^e Internationale. » (« L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale ».)

C'est juste, il faut parler clairement et appeler les choses par leur nom... Comme nous le faisons... Sur le problème du parti, vouloir faire croire aux miracles que devrait faire le P.O.I. pour devenir et se transformer en un parti véritablement révolutionnaire, SANS POSER CLAIEMENT LE PROBLEME DE L'UNITE ENTRE LES B.-L., ENTRE LE P.C.I. et le P.O.I., serait purement absurde.

Comment se pose le problème de l'unité des B.-L. ? Les uns veulent l'entrée du P.C.I. dans le P.O.I., les autres l'entrée du P.O.I. au P.C.I., d'autres une fusion ?... Nous pensons que le problème le plus important est d'engager une discussion honnête et franche et d'établir les modalités pour opérer l'unité des B.-L. en France, ce qui constitue la première prémisses de la construction des partis de la classe ouvrière. Mais si le P.O.I. et le Centre international ne veulent pas comprendre la réalité de la situation, ils s'exposent à de graves responsabilités, et ce fait sera le plus grand obstacle à la construction du parti.

LES DÉBUTS DE LA J. S. O. P.

PAR la force des choses, après la création du P.S.O.P., les jeunes exclus de la S.F.I.O., forment la J.S.O.P. Mais, à vrai dire, ce n'est pas si facile que ça. Car, ce que n'osaient faire les bonzes réformistes, certains dirigeants du P.S.O.P. ne se gênent pas de le proposer : supprimer l'organisation de la jeunesse.

C'est encore un exemple typique des positions platement réformistes, auxquelles aboutit le centrisme sans principes.

C'est, en même temps, une auto-condamnation des dirigeants G.R. de la faiblesse et de la non-consistance, de leur propre politique. Comment, par quels arguments, quelqu'un qui se prétend révolutionnaire, peut-il justifier la non constitution d'une organisation d'une couche des plus combattives du prolétariat qui, dans l'histoire de la lutte révolutionnaire du mouvement ouvrier, a démontré son rôle progressif.

On craint que l'organisation de la jeunesse entre en opposition avec la politique du Parti ? Faut-il donc se sentir si peu solide politiquement pour avouer ne pas être sûr de pouvoir convaincre sa propre organisation de jeunesse, alors que l'on a la prétention de convaincre toute la classe ouvrière.

Les camarades J.S.O.P., espérons-le, résisteront avec vigueur à cette tendance liquidatrice et la rejeteront résolument.

Nous reviendrons encore d'une façon plus complète sur cette importante question.

Pour aujourd'hui, nous voulons tirer quelques leçons de la première activité publique de la J.S.O.P. : la sortie champêtre de dimanche dernier, à Dammartin.

Nous ne nous arrêterons pas aux petites fautes d'organisation, résultant du manque d'expérience des responsables et que ceux-ci pourront facilement surmonter à la condition d'avoir des principes prolétariens sur cette question nullement négligeable de

l'organisation des loisirs des jeunes travailleurs. Et c'est précisément ce manque de conception claire sur cette question qui est ressortie dans cette sortie.

Il y eut des chants, des jeux de toutes sortes et... le retour à Paris.

Aucune activité politique, soit discussion sur un problème donné, soit, ce qui est plus important encore, de propagande révolutionnaire dans la localité de ce rassemblement, ne fut organisée.

Cela montre que les camarades de la J.S.O.P. ne se sont pas affranchis de cette conception réformiste - stalinienne - petite bourgeoise, qui veut que la jeunesse ouvrière mette au rancart les problèmes et la propagande politiques, pendant ses loisirs, et qui, pour ce faire, justement, veulent la bourrer de N loisirs D pour étoumer sa conscience de classe et sa capacité de lutte.

Une jeunesse révolutionnaire, ou qui se prétend telle, ne doit accorder en aucun cas la moindre concession à ce courant particulièrement fort depuis l'avènement du Front populaire et qui est un des aspects de la politique contre-révolutionnaire de celui-ci.

Ne peuvent avoir intérêt à éliminer l'activité politique des loisirs de la jeunesse, que la bourgeoisie et ses valets dévoués. L'intérêt, tout au contraire, du jeune prolétariat et de son organisation révolutionnaire, est d'utiliser les loisirs dont peuvent disposer les jeunes pour élever leur conscience politique à un niveau plus haut, afin d'augmenter l'efficacité de la lutte pour l'écrasement de la bourgeoisie.

Les jeunes travailleurs auront alors de véritables loisirs.

Voilà le principe fondamental duquel doivent partir les jeunes révolutionnaires qui entendent se libérer des griffes réformistes et stalinienne et œuvrer à l'émancipation de la jeunesse prolétarienne.